



BÂTIR TRANSMETTRE PARTAGER



SFR BUSINESS

**votre entreprise
et vos collaborateurs
peuvent compter sur nous**



selon



selon



► **Retrouvez-nous sur les stands 24 et 25 du salon**

business.sfrcaraibe.fr

*Selon les baromètres des connexions internet mobiles et fixes aux Antilles-Guyane publié le 18 avril 2025 par nPerf, SFR Caraïbe est n°1 en Guyane et n°1 ex-aequo aux Antilles en 2025 sur la meilleure performance de l'Internet mobile et n°1 ex-aequo en Martinique, Guadeloupe et Guyane sur la meilleure performance des connexions internet fixe en Fibre (FTTH). Etude complète et méthodologie sur nperf.com et sur sfrcaraibe.fr. Outremer Telecom, RCS FdF n°383 678 760 – ZI La Jambette – 92700 Fort de France.

Une filière à soutenir, un territoire à construire

POUR JOINDRE LA RÉDACTION :

ANTILLA SARL, 7 Rue Paul Gauguin

97232 Le Lamentin, Martinique

Tél.: 0696 73 26 26

Email : philippe@antilla-martinique.com

CPPAP 0626 T 95304 / ISSN 3039-4406

DIRECTION/RÉDACTION

Directeur de la publication :

Philippe PIED : 0696 73 26 26

Rédaction :

Philippe Pied, Laurianne Nomel,

Fitah Manscar, Fitah Newton

Nathalie Laulé, Morgan Gunot, Nicolas

Manceau, 3ed, Antilla

Conception :

Philippe Pied

Marketing et Publicité :

ANTILLA

Tél. 0696 73 26 26

philippeped@gmail.com

SITE INTERNET :

www.batisseurs-outremer.com

Il est des secteurs qui disent beaucoup de l'état réel d'un pays. Le BTP est de ceux-là. Quand il avance, c'est souvent que le territoire construit, investit, aménage, répare, loge, emploie et se projette. Quand il ralentit, c'est bien plus qu'une filière qui souffre : c'est toute une économie qui doute, tout un tissu d'entreprises qui s'inquiète, et une partie de l'avenir collectif qui se brouille.

En Martinique, chacun le voit bien : le bâtiment et les travaux publics traversent une période difficile. Les entreprises font face à des tensions multiples, parfois anciennes, parfois nouvelles, mais aujourd'hui plus sensibles encore. Le manque de visibilité pèse, les arbitrages tardent, les trésoreries se tendent, les marchés ne suffisent pas toujours à redonner confiance. Derrière les chiffres, il y a des femmes et des hommes qui tiennent, qui s'adaptent, qui continuent à chercher des solutions, à préserver des emplois, à former, à répondre présents. Cette réalité mérite d'être regardée avec sérieux, avec respect, et sans faux-semblants.

Mais je suis convaincu d'une chose : nous aurions tort de ne voir dans le BTP qu'un secteur en difficulté. Car les besoins, eux, sont immenses. Besoins en logements, bien sûr. Besoins en rénovation, en entretien, en adaptation aux risques, en performance énergétique, en infrastructures, en

équipements publics, en qualité de vie. Besoins aussi de mieux penser le territoire, de mieux préparer demain, de bâtir avec davantage de cohérence, de durabilité et d'intelligence. Autrement dit, la question n'est pas de savoir si la Martinique a besoin du BTP. Elle en a plus que jamais besoin.

C'est précisément pour cela que nous avons voulu faire exister Le Salon des Bâtitisseurs. Non pas comme un simple rendez-vous de plus dans un calendrier déjà chargé, mais comme un temps utile. Un moment pour rassembler. Pour montrer. Pour faire parler ceux qui agissent. Pour

créer des passerelles entre les entreprises, les partenaires, les institutions, les jeunes en formation, les professionnels expérimentés et le grand public. Car il faut redonner au BTP sa place centrale dans le débat économique martiniquais. Il faut rappeler que ce secteur ne concerne pas seulement les spécialistes : il concerne toute la so-



Le BTP n'est pas un secteur parmi d'autres : il touche au logement, à l'emploi, à l'aménagement du territoire et à notre capacité collective à préparer l'avenir. »

ciété.

À travers ce salon, comme à travers ce numéro, notre ambition est simple : mettre en lumière les acteurs, valoriser les métiers, faire émerger les enjeux, et contribuer, à notre échelle, à une dynamique plus constructive. Je crois profondément que la relance passe aussi par la visibilité, par la reconnaissance, par le dialogue et par la capacité à remettre autour de la

NOS PARTENAIRES



ActionLogement 
RECONNU D'UTILITÉ SOCIALE

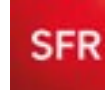


table ceux qui peuvent faire avancer les choses ensemble. Le territoire a besoin d'une filière forte. Il a besoin d'entreprises locales solides. Il a besoin de compétences. Il a besoin d'audace. Il a besoin, aussi, de continuité dans l'action.

Le mot "bâisseurs" n'a pas été choisi par hasard. Il dit une manière d'être. Il évoque celles et ceux qui ne se contentent pas de commenter les difficultés, mais qui travaillent à construire malgré elles. Celles et ceux qui élèvent des murs, aménagent des routes, réhabilitent des bâtiments, conçoivent des projets, forment des jeunes, transmettent un savoir-faire et participent, concrètement, à la vie du territoire. Être bâtisseur, ce n'est pas seulement exercer un métier. C'est prendre part à une œuvre collective.

Dans une période où le doute peut gagner du terrain, il me semble essentiel de continuer à créer des espaces de rencontre, de réflexion et d'élan. C'est le sens de notre engagement. C'est aussi, au fond, le rôle que nous voulons jouer avec Bâisseurs : non pas regarder le secteur de loin, mais l'accompagner, l'écouter, le valoriser et lui donner la place qu'il mérite.

Plus que jamais, la Martinique a besoin de construire. Construire des logements, des équipements, des solutions, des compétences, des perspectives. Construire aussi une confiance retrouvée. Cette confiance ne naîtra ni de l'attentisme ni du découragement. Elle naîtra de l'action, du dialogue et de la volonté partagée d'avancer.



Plus que jamais, la Martinique a besoin de construire des logements, des équipements, des solutions, des compétences, mais aussi une confiance retrouvée. »

C'est cette conviction que nous portons dans ces pages. Et c'est avec elle que nous vous invitons à prendre part, pleinement, à cette dynamique des bâtisseurs.

Philippe Pied

L'ACTUALITÉ DU BTP C'EST SUR...



WWW.BATISSEURS-OUTREMER.COM

REP BÂTIMENT EN MARTINIQUE

C'est en place. C'est pour vous !

Valobat et ses partenaires ont déployé **des solutions concrètes** pour le **recyclage de vos déchets triés de chantier (REP PMCB)**

POINTS DE REPRISE À VOTRE DISPOSITION :



Déchetteries **publiques**

Pour les particuliers



Déchetteries **pro**

Pour les professionnels

- Métal DOM
- Martinique recyclage
- BATIMAT Recyclage



Plateforme **Inertes**

Pour les professionnels

- Carrière Blanchard



Distributeurs

Pour les professionnels & particuliers

- Mr.Bricolage
- Bricorama
- GEDIMAT
- Cottrell



UN SERVICE DE REPRISE DES DÉCHETS DE CHANTIER TRIÉS :

Téléchargez notre **application ValoDépôt**, triez vos déchets de chantier par type de matériaux et **déposez-les dans un de nos points de reprise**.



Fabricants & Distributeurs : *êtes-vous en conformité ?*

- ✓ Accompagnement réglementaire
- ✓ Déclaration simplifiée
- ✓ Transparence des éco-contributions
- ✓ Réduction de l'impact environnemental

En Martinique, la **REP PMCB** devient une réalité concrète avec  **valobat** et ses **parties prenantes**

www.valobat.fr

+33 1 80 83 60 70



LES BATISSEUR

TRAVAUX PUBLICS - BÂTIMENTS - LOGEMENT

27 & 28 MARS 2022



LONG COURS

ENT - TRANSPORT

26

DÉMONSTRATIONS

CONFÉRENCES

JOB/STAGE DATING

CONCOURS

ENEZ LÀ OÙ LA MARTINIQUE SE CONSTRUIT !

📍 HIPPODROME DE MARTINIQUE CARRÈRE

Mission Locale
Nord Martinique

Martinique Hub Caribbe

SMCM

L'Europe
s'engage
en Martinique

obe

OMA

AMPI

BÂTISSEURS
ANTILLA

rd

Union des Caribbes
de la Martinique

AMAI

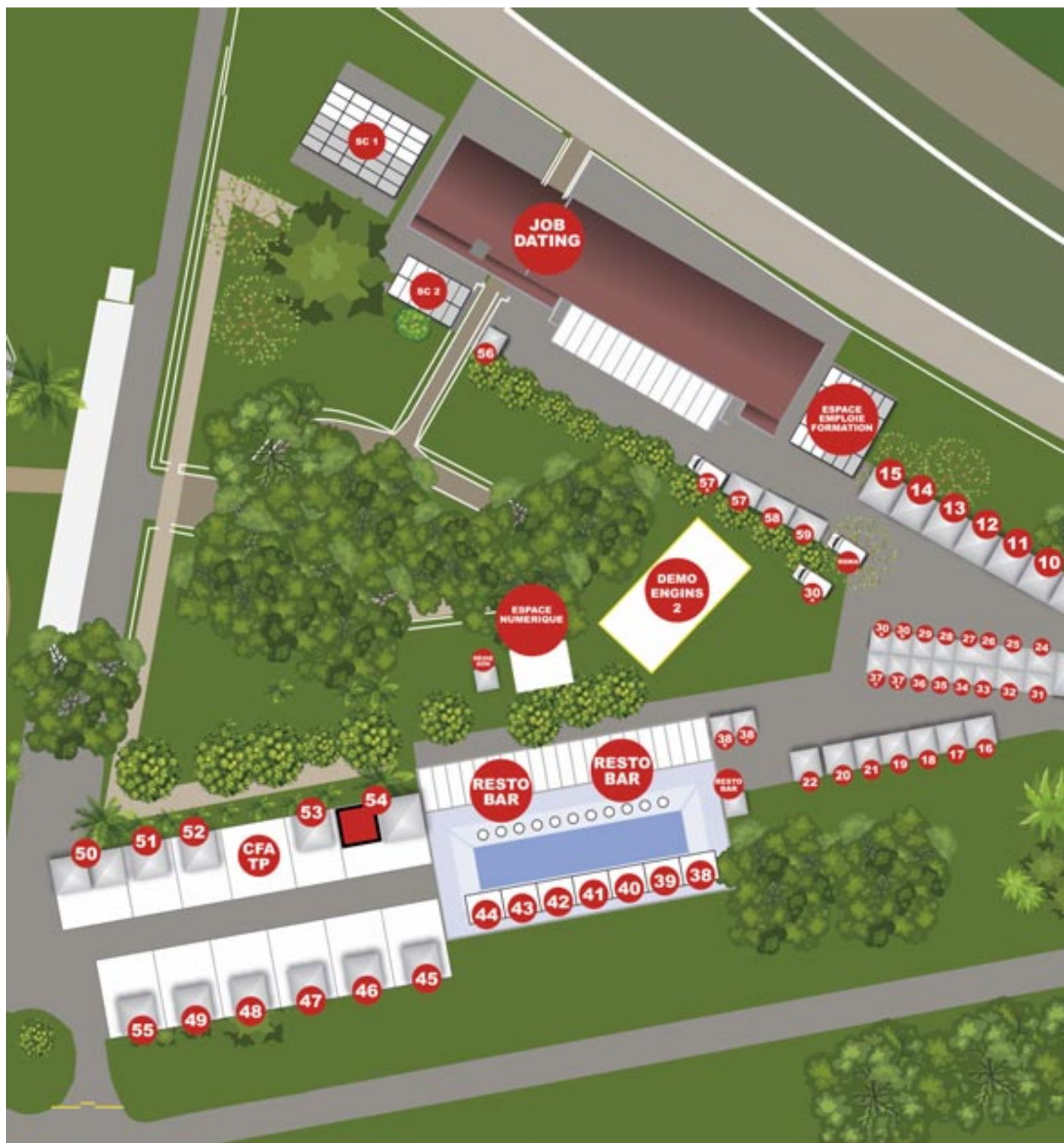
972
Martinique
c.a.u.e
Conseil d'architecture, d'urbanisme
et de l'environnement

ORDRE
DES
ARCHITECTES
Martinique

SFR BUSINESS

CCI MARTINIQUE

AMEP



- 1 NACELLE GROUPE MIQUELON
- 2 CARIBLOC
- 3 MERCEDES Benz - SOCAUMAR
- 4 Antilles Matériel Service / Antilles Flexible
- 5 MARTINIQUE AUTOMOBILES / RENAULT TRUCKS
- 7 Manucom / Groupe SJH
- 8 BAMITEL
- 9A FRBTP / FFB / FNTP
- 9 ECOFIP
- 10 CTM (Collectivité Territoriale De Martinique)
- 11 SMABTP (Société Mutuelle d'Assurance des chambres syndicales du Bâtiment et des Travaux Publics)
- 12 DEAL (Direction de l'Environnement de l'aménagement et du Logement)
- 13 CIBTP ANTILLES-GUYANE

- 14 BTPR
- 15 CERC
- 16 SMHLM
- 17 COMABAT
- 18 SEMAG
- 19 SME (SOCIÉTÉ MARTINICAISE DES EAUX)
- 20 INTER INVEST
- 21 SIMAR
- 22 Techno Pieux
- 23 CGSS
- 24 SFR
- 25 SFR
- 26 VDO
- 27 VDO
- 28 IMFPA (Institut Martiniquais de Formation Professionnelle)

- 29 Association des Ma
- 30A SODEVA + Atelier M
- 30B ORDRE DES ARCH
- 31 MECABAM
- 32 AGENCE KATIKIA
- 33 ECHOBAT
- 34 Constructys
- 35 Emerwall
- 36 SUIVISIO
- 37A NORD SYSTEM DI
- 37B IDEO
- 38 LES CHANTIERS D
- 38B MRM (Maison Résin
- 38C SOCOMI
- 39 CAA

The aerial view of the event layout shows a curved road at the top. Along the road, there are several numbered zones: 9, 9, 23, and 9. A first aid station is marked with a red cross. The main event area is divided into several numbered zones: 4, 3, 2, 1, 5, 5, 5, 7, 8, and 1. A large yellow area is labeled 'DEMO ENGINES 1'. A 'RESTO BAR' is located near the center. An 'ACCUEIL ENTREE' sign is visible on the right. The event is surrounded by green grass and trees.

55 BACHY BALINEAU
56 France Travail (Job dating / PMR)
57 CMA (Chambre de Métiers et de l'Artisanat
de la Martinique)
58 Groupe actual
59 SMEM (Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique)

Marbre)

STEVE PATOLE, PRÉSIDENT DE LA FRBTP MARTINIQUE :

« Nous devons retrouver ensemble la visibilité et la fierté de construire »



Le président de la Fédération Régionale du BTP Martinique lance un appel à la solidarité et au changement d'état d'esprit

En tant que président de la FRBTP, **Steve Patole** a ouvert avec gravité et franchise la première édition des *Rendez-vous du BTP*. Loin des discours convenus, il a dressé un état des lieux lucide des difficultés rencontrées par les professionnels martiniquais du bâtiment et des travaux publics : marchés absents, retards de paiement, jeunes formés qui s'exilent, carnets de commandes désespérément vides. Mais il a aussi plaidé pour une réaction

collective, solidaire et constructive. Dans une interview sans détour, il revient sur les messages clés qu'il a souhaité faire passer.

Monsieur Patole, vous avez choisi de commencer cette journée par un message fort. Pourquoi ce ton direct ?

Steve Patole : Parce que je pense que nous n'avons plus le temps de tourner autour du pot. Trop d'entreprises souffrent dans le silence.

On ne veut pas faire de bruit, on tient par fierté, par habitude, par dignité. Mais aujourd'hui, il faut nommer les choses : notre secteur est en danger. Le marché est plat. Beaucoup d'entre nous n'ont plus aucune visibilité à court ou moyen terme. Et quand la commande publique s'éloigne, c'est tout un écosystème qui s'effondre en cascade.



Le secteur du BTP traverse une crise silencieuse mais bien réelle.



Vous avez évoqué une perte de confiance. Entre qui et qui ?

S.P. : D'abord entre les entreprises et les donneurs d'ordre. Trop souvent, les marchés sont mal préparés, retardés, annulés ou attribués dans des conditions déstabilisantes. Ensuite, entre les chefs d'entreprise eux-mêmes. On ne se parle plus, ou trop peu. Il y a de la méfiance, de la solitude. Et parfois même un sentiment d'abandon. Il faut recréer des liens, remettre du collectif au centre. La FRBTP veut jouer ce rôle.

D'où est venue l'idée de ce rendez-vous sous forme de méchoui ?

S.P. : Elle est venue d'une volonté simple : retrouver le contact humain. On ne voulait pas une conférence descendante, ni un séminaire académique. Mais un moment de vérité, de détente aussi, où chacun puisse parler librement. Ce méchoui, ce n'est pas anecdotique : c'est une manière de casser les codes. On travaille dans le bâtiment, dans le concret. Alors allons au concret, ensemble, dans un esprit familial. Et je remercie profondément Philippe Pied et le *Magazine Bâisseurs* d'avoir coorganisé cet événement à nos côtés.

Quels sont, selon vous, les chantiers prioritaires à lancer pour sortir de l'impasse ?

S.P. : Il faut travailler sur plusieurs fronts. D'abord, la

On ne peut pas reconstruire un secteur solide si chacun reste dans son coin.

simplification des procédures administratives. Ensuite, un vrai plan d'accompagnement des entreprises locales, notamment les plus petites. Puis, la question du calendrier des marchés publics : on doit anticiper, donner de la visibilité, planifier. Et enfin, la formation et l'insertion de nos jeunes. Trop de jeunes formés au CFA partent ailleurs ou se découragent. Il faut qu'ils trouvent ici un avenir, des perspectives.

Le ton de la journée était pourtant optimiste. Pourquoi ?

S.P. : Parce qu'on a senti une envie d'agir. Des personnes qui n'ont pas parlé depuis longtemps se sont exprimées. Les élus, le préfet, les juges consulaires, les experts-comptables... Tous ont compris que ce n'était pas un coup de gueule, mais un cri du cœur. Je suis convaincu que cette énergie peut se

transformer en quelque chose de durable. Il ne s'agit pas de régler tous les problèmes en une journée, mais de poser des jalons, d'amorcer un changement d'état d'esprit.

Un mot de la fin ?

S.P. : Merci à tous ceux qui étaient là, qui ont cru à ce format différent. Merci aux partenaires et aux équipes qui ont œuvré pour que tout se passe bien. Ce n'est que le début. D'autres *Rendez-vous du BTP* sont à venir, sur d'autres thématiques, dans d'autres communes.

Ce que je veux, c'est qu'on **continue à se rassembler, à parler, à agir. Parce que bâtir, c'est notre métier.**

Et aujourd'hui, il faut aussi rebâtir notre confiance. ■



Ouverture de la Déchèterie de **Batimat Recyclage** en partenariat avec **Valobat**.

Bonne nouvelle ! Pour les entreprises de
travaux et les artisans de la Martinique,
Batimat Recyclage est votre **nouveau site**
pour déposer vos **déchets triés** de chantier.



ADRESSE :

CARRIÈRE MORNE DORÉ

97232 Le Lamentin, Martinique

Standard : 0596 66 92 00



FRANCE BÉTON



— Batimat Recyclage —

Type de déchets de
chantier **acceptés** :

Plâtres



Menuiseries
vitrées



Bois du
bâtiment



Métaux



Inertes

(Béton, gravats, tuile,
céramique...)

**NOUVEAUX
PRODUITS**



BLOC BÉTON COLORÉS AVEC MOTIFS



BLOC BÉTON LÉGO



FIXATION BLOC BÉTON

**DES SOLUTIONS
RECYCLÉES,
RECYCLABLES
...ET ASTUCIEUSES !**

LE SALON DES BÂTISSEURS : FÉDÉRER, RECRUTER ET CONSTRUIRE L'AVENIR DE LA MARTINIQUE

"Construire la Martinique de demain ne se fera pas seul. Cela suppose la concertation, l'engagement et la responsabilité de tous. Le Salon des Bâtitisseurs est une étape concrète dans cette dynamique collective."

À quelques semaines de l'événement, le Salon des Bâtitisseurs affiche complet. Porté par la FRBTP et le Magazine Bâtitisseurs, propriété d'Antilla, ce rendez-vous ambitieux de redonner de la visibilité et de l'attractivité au secteur du BTP en Martinique. Animations, concours, job dating, conférences, offres commerciales et rencontres professionnelles : pendant deux jours, les 27 et 28 mars l'ensemble de la filière sera réunie autour d'un même objectif, construire durablement l'avenir du territoire. Rencontre avec Philippe Pied coorganisateur de cette manifestation.

Le Salon des Bâtitisseurs affiche complet. Que représente ce succès pour vous ?

C'est d'abord un signal très fort. Le salon est complet, tous les stands ont été réservés. Cela signifie que les entreprises croient en leur secteur d'activité, que ce soit dans les travaux publics, le bâtiment, la construction ou le logement. J'ai personnellement rencontré l'ensemble des partenaires et exposants pour la réservation de leur stand, et leur message est unanime : malgré les difficultés conjoncturelles que nous connaissons, ils sont convaincus qu'il y a de beaux jours devant nous.

Ce salon n'est pas simplement une vitrine commerciale. Il incarne une volonté collective. Les professionnels veulent continuer à œuvrer à



la réussite d'une Martinique dotée d'infrastructures cohérentes, respectueuses de l'environnement et favorisant le bien-être de tous.

Quel est l'objectif principal du salon ?

L'objectif est multiple. Il s'agit d'abord de renforcer l'attractivité du BTP. Nous savons que le secteur traverse des tensions : hausse des coûts, ralentissement de certains marchés, complexités réglementaires. Pourtant, il reste un pilier essentiel de l'économie martiniquaise.

Nous voulons montrer que le BTP, ce sont des métiers d'avenir, des savoir-faire techniques, des innovations, et surtout des opportunités concrètes d'emploi. Les jeunes, mais aussi les personnes en reconversion ou en recherche d'emploi, pourront venir poser des questions, rencontrer directement les professionnels, et participer au job/stage dating organisé sur place.

Le volet emploi et formation est donc central ?

Absolument. Le salon est une occasion unique pour les jeunes et les moins jeunes de trouver un stage, un contrat d'apprentissage ou un emploi. Les entreprises ont besoin de main-d'œuvre qualifiée. Les centres de formation seront présents. Les écoles professionnelles du BTP participeront activement à l'événement.

Nous organisons notamment un concours avec les élèves des écoles de formation professionnelle du BTP, en partenariat avec Vivre en Bois et Biometal. C'est une manière concrète de valoriser les compétences, de mettre en lumière l'excellence des formations locales et d'encourager les vocations.

Le salon proposera également des animations techniques...

Oui, et c'est un aspect très important. Nous aurons le concours des manipulateurs d'engins du BTP : grues, pelles, chariots élévateurs... Ces démonstrations sont à la fois techniques, pédagogiques et impressionnantes. Elles permettent de valoriser un métier exigeant, précis et hautement qualifié.

Le public pourra également voir de près des engins de chantier, des véhicules utilitaires, des camions et des pelles mécaniques exposés sur le site. C'est une immersion complète dans l'univers du BTP.

Les visiteurs pourront-ils également bénéficier d'offres commerciales ?

Bien sûr. Plusieurs entreprises proposeront des prix attractifs et des offres spécifiques salon. Des acteurs comme le Groupe Miquelon, Socomi, Bâtir et d'autres encore joueront le jeu en mettant en place des conditions avantageuses pour les visiteurs. Pour les particuliers, élus ou professionnels qui ont un projet de construction, de rénovation ou d'aménagement, c'est une occasion idéale de comparer, discuter et avancer concrètement.



« Le BTP n'est pas seulement un secteur économique, c'est un levier essentiel de développement, d'emploi et de cohésion pour notre territoire. »

Vous annoncez également 32 conférences et tables rondes. Quels seront les thèmes abordés ?

Nous avons construit un programme dense avec 32 conférences et tables rondes. Les thématiques abordent des enjeux majeurs pour la Martinique : transition énergétique, construction durable, adaptation aux risques naturels, gestion des déchets du BTP, BIM, innovations techniques, financement, réglementation, attractivité des métiers, logement social, aménagement du territoire.

L'idée est d'informer, de sensibiliser et de créer du débat. Le secteur ne peut avancer que par la concertation entre professionnels, ordres nationaux et locaux, responsables politiques et citoyens. Ce salon est un espace de dialogue.

Au-delà des conférences et des stands, que représente cet événement pour la filière ?

Au-delà des conférences et des stands, cet événement constitue un véritable temps fort pour la filière. Il permet aux professionnels, aux collectivités et aux institutions de se retrouver dans un même espace pour échanger, consolider leurs relations et initier de nouveaux partenariats. Dans un contexte économique exigeant, où le secteur traverse des tensions réelles, les exposants témoignent pourtant d'une détermination partagée : poursuivre l'effort, continuer à bâtir, moderniser et adapter



BACHY BALINEAU

ANTILLES GUYANE



Bachy Balineau Antilles Guyane, acteur majeur des fondations spéciales et travaux maritimes

Pourquoi travailler avec nous

- Présent aux Antilles et en Guyane depuis les années 1960
- Des équipes majoritairement antillaises et des dépôts locaux
- Une capacité à réaliser des projets d'envergure de A à Z
- Des références sur tous types d'ouvrages

Nos solutions pour vos projets



Amélioration de sol



Fondations profondes



Soutènement et
enceinte de fouilles



Gestion de l'eau



Reconnaissance
des sols

Contactez-nous !

Agences : Martinique, Guadeloupe,
Guyane, Saint-Barthélemy/Saint-Martin

☎ : 05 96 71 44 01

🌐 : <https://www.bachy-balineau.com/>





« C'est par la concertation entre professionnels, institutions, élus et citoyens que nous construirons des infrastructures cohérentes, durables et adaptées à nos réalités. »

les infrastructures afin de répondre concrètement aux besoins de la population.

Le Salon des Bâtitisseurs joue ainsi un rôle structurant. Il remet en mouvement une filière stratégique pour le territoire en favorisant les rencontres directes, les discussions autour des marchés et des projets à venir, et les opportunités d'affaires. Dans un environnement où les acteurs se connaissent souvent, ces moments de convergence prennent une valeur particulière, car ils permettent d'aller plus loin que les échanges formels et de renforcer la confiance. Pour le grand public, c'est également l'occasion de rencontrer directement celles et ceux qui conçoivent, construisent et rénovent l'île, et de mieux comprendre les enjeux qui façonnent son développement.

Quel message souhaitez-vous adresser aux Martiniquais ?

Je souhaite leur dire que ce salon est le leur. Qu'ils soient professionnels, étudiants, chefs d'entreprise, élus ou simples visiteurs intéressés, ils ont toute leur place. Ils pourront rencontrer les acteurs du secteur, poser leurs questions, comprendre les enjeux, découvrir les métiers, profiter d'offres intéressantes et encourager les jeunes talents lors des concours.



Le BTP martiniquais a des jours difficiles derrière lui, certes. Mais il a aussi de beaux jours devant lui. Et ces beaux jours, nous les construirons ensemble - professionnels, institutions, politiques et citoyens. Le Salon des Bâtitisseurs, c'est précisément ce espace de rencontre et de convergence.

Pendant deux jours, le BTP martiniquais montrera qu'il reste un secteur d'avenir, capable d'innover, de s'adapter et de contribuer activement au développement harmonieux du territoire.

Venez nombreux, c'est à l'Hippodrome de Martinique à Carrère au Lamentin, entrée gratuite. ■

Propos recueillis par Sabrina Ajax



LES AIDES SOCIALES



Rendez-vous sur www.btp.fr



Solidarité

- ✓ Frais d'obsèques
- ✓ Distribution de paniers alimentaires
- ✓ Aide au logement
- ✓ Acquisition d'une complémentaire santé
- ✓ Complément du reste à charge santé pour les adhérents à notre contrat santé collective

Formation

- ✓ Aide aux jeunes en formation dans le BTP
- ✓ Aide à l'acquisition d'un ordinateur pour les apprentis, les actifs en CDI et leurs enfants
- ✓ Permis de conduire pour les apprentis, les actifs en CDI et leurs enfants

Prévention pour bien vieillir

- ✓ Stage de préparation au départ à la retraite
- ✓ Aide ménagère
- ✓ Télé-assistance
- ✓ Transport accompagné «Sortir Plus»
- ✓ Journées de répit pour les aidants familiaux.

Habitat

- ✓ Amélioration de l'habitat
- ✓ Amélioration des conditions de vie
Aide à l'hébergement en maison de retraite
ou EHPAD



TRE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ COLLECTIVE
PAR LE BTP ET POUR LE BTP

p



LOGEMENT SOCIAL EN MARTINIQUE :

300 millions d'euros de travaux programmés pour relancer le BTP

UNE MOBILISATION INÉDITE DES BAILLEURS SOCIAUX FACE À LA CRISE DU SECTEUR

Face à un secteur du bâtiment au bord de l'asphyxie, le préfet Étienne Desplanques a réuni, jeudi 12 février 2026, l'ensemble des acteurs de la construction à l'aéroport Aimé-Césaire. Dans les locaux de la SAMAC, bailleurs sociaux, chefs d'entreprise, représentants bancaires et institutionnels ont découvert une annonce qui pourrait changer la donne : 52 opérations de logement social sont prêtes à démarrer, représentant plus de 300 millions d'euros de travaux.

Cette initiative préfectorale, fruit d'un travail collectif engagé depuis décembre avec la DEAL la Fédération régionale du BTP, les Bailleurs... vise à transformer ce qui semblait être une fatalité en opportunité. Alors que 15 000 Martiniquais attendent un logement social et que le secteur du BTP enchaîne les défaillances d'entreprises, cette conférence marque un tournant : pour la première fois depuis des années, ce n'est plus la demande de logements qui fait défaut, mais la capacité du tissu économique à y répondre. Entre diagnostic sans complaisance et propositions concrètes, cette journée d'échanges a dessiné les contours d'une relance possible, à condition que tous les acteurs jouent collectivement le jeu.

UN SECTEUR DU BTP AU BORD DE L'ASPHYXIE

Les chiffres présentés par l'Insee dressent un tableau sans équivoque. Le nombre d'heures rémunérées dans la construction a baissé de 6,5 % au troisième trimestre 2025 par rapport à l'année précédente. Plus alarmant encore, les déclarations d'ouverture de chantier se sont effondrées : 1 500 en 2024 contre 2 000 en 2023, soit une chute de 25 %. Pour les locaux d'activité, la surface de plancher autorisée a plongé de 163 000 mètres

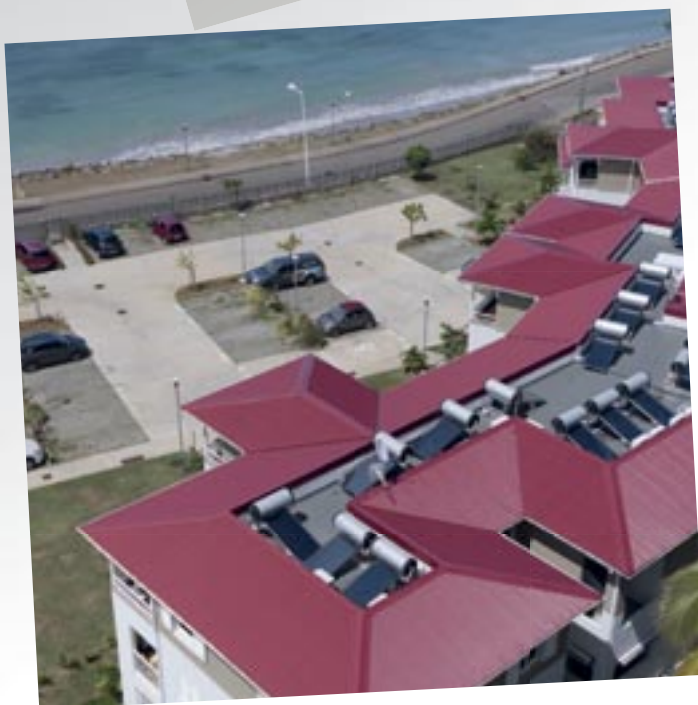
carrés en 2023 à seulement 71 000 mètres carrés en 2024, représentant une baisse spectaculaire de 56,7 %.

L'emploi salarié dans le BTP reste à un niveau historiquement bas. Depuis la base 100 de 2018, l'indice a connu une dégradation continue à partir de fin 2023, accentuée par les effets cumulés du Covid et de la crise sociale.

Patrick Croissandeau, directeur de l'IEDOM, a confirmé ce constat morose. L'indicateur du climat des affaires, après un rebond technique au premier semestre 2025, montre un net ralentissement en fin d'année. En termes d'évolution de chiffre d'affaires 2025 versus 2024, le BTP apparaît comme le secteur le plus impacté. Si l'inflation est maîtrisée à 0,1 % sur 2025, l'activité économique corrigée de l'effet prix révèle un recul généralisé.



Pour la première fois depuis des années, ce n'est plus la demande de logements qui manque, mais la capacité du tissu économique martiniquais à y répondre. »



EXPERT EN LA MATIÈRE



BIOMÉTAL
CONFIANCE TOTALE



biometal.com

ACOMA
Bâtisseurs de confiance



Comme l'a souligné Étienne Desplanques, préfet de Martinique, qui a ouvert la conférence :

"Le BTP représente 6 à 7 % des entreprises martiniquaises, mais 15 à 20 % des défaillances d'entreprises ces dernières années. C'est probablement de tous les secteurs économiques celui qui connaît la situation la plus délicate."

Une vague de 300 millions d'euros en préparation

Face à cette situation critique, le préfet a annoncé une nouvelle inattendue : 52 opérations de logement social sont prêtes à démarrer, représentant un volume de travaux de plus de 300 millions d'euros. Ces projets, pour lesquels le bouclage financier est finalisé, le foncier maîtrisé et les autorisations obtenues,

concernent 3 036 logements, dont 1 146 en construction neuve et 1 890 en réhabilitation.

L'État apportera un soutien financier massif de 87 millions d'euros, principalement sous forme de subventions de la ligne budgétaire unique (LBU), de crédits d'impôt et, pour le volet parasismique, du fonds Barnier (8,5 millions d'euros).

Bernard Planchet de la DEAL, a détaillé la montée en puissance prévue par trimestre : près de 93 millions d'euros de travaux mis en chantier au premier trimestre 2026, 85 millions au deuxième, 65 millions au troisième et 10 millions au quatrième. Cette accélération résulte de la convergence de plusieurs projets longtemps en gestation et d'évolutions fiscales favorables introduites par la loi de finances 2025.

LES TROIS GRANDS BAILLEURS MOBILISÉS

Ozanam : cap sur la réhabilitation

Ozanam mise résolument sur la réhabilitation avec 84 millions d'euros de travaux programmés pour 1 000 logements en 2026, auxquels s'ajoutent 64 millions d'euros pour 400 logements neufs. Parmi les opérations phares, la réhabilitation de la Cité de la Marine à Ducos – 552 logements répartis en trois tranches historiques – représente un investissement de 28 millions d'euros. Les travaux, qui démarrent au deuxième trimestre 2026, porteront sur une réhabilitation tous corps d'état et un renforcement parasismique.

Autres projets emblématiques :

ChâteauBœuf (80 logements, 8 millions d'euros) avec création de cages d'ascenseur pour l'accessibilité PMR, et Maniba à Case-Pilote (20 logements, 1,5 million d'euros). Le montant moyen par logement en réhabilitation s'établit à 80 000 euros.

La SIMAR : équilibre entre neuf et réhabilitation

La SIMAR programme 77 millions d'euros de travaux neufs (649 logements) et 13 millions d'euros de réhabilitation (296 logements). Une innovation majeure : le développement de résidences autonomie pour personnes âgées, avec deux opérations de 29 logements chacune, à Trinité



Gamme Renault Trucks

Vente | Réparation



**RENAULT
TRUCKS**

(Cap Nord) et à Ducos (Sud). Ces établissements offriront activités et accompagnement aux seniors.

À Fort-de-France, six opérations sont prévues, dont cinq en construction neuve (392 logements) et une en réhabilitation (l'IND, 28 logements). Une autre avec 47 logements sociaux près du cimetière, fera l'objet d'un appel d'offres mi-mars pour un démarrage au deuxième trimestre.

La SMHLM : démolition-reconstruction et acquisition-amélioration

Avec une programmation de 211 millions d'euros jusqu'en 2030, la SMHLM prévoit 30 millions d'euros de travaux sur 14 opérations en 2026 (8 dans le centre, 3 au nord, 3 au sud). Le directeur technique, **M. Grabin**, a insisté sur un enjeu majeur :

"Le seul aléa sur nos opérations programmées, c'est l'absence d'entreprises. Certains lots ne reçoivent aucune offre ou une seule, ce qui nous empêche d'aller plus loin."

Parmi les projets notables : la résidence Alex au Lamentin (deuxième phase), une petite résidence de logements avec un défi technique (sous-sol de parking avec parois moulées) ; l'acquisition-amélioration de l'ancienne école maternelle 41, transformée en logements ; et la démolition-reconstruction de Solitude au sud, symbole d'une approche vertueuse de renouvellement urbain.

L'ENTRETIEN : 36 MILLIONS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES

Au-delà de la construction et de la réhabilitation lourde, les bailleurs consacrent 36 millions d'euros annuels à l'entretien du parc existant (35 000 à 40 000 logements au total). Ces montants se répartissent entre remplacement de composants (16,8 millions d'euros pour 65 opérations et 5 000 logements), gros entretien (6,5 millions pour 18 opérations et 2 600 logements), travaux de relocation (7 millions), entretien courant (5 millions) et résidentialisation (855 000 euros).

Cette activité d'entretien, essentielle à la pérennité du patrimoine, concerne tous les corps d'état et représente une source de commande régulière pour les entreprises.

FRBTP : DOUZE PROPOSITIONS POUR FACILITER L'ACCÈS AUX MARCHÉS

Face aux difficultés du secteur, **Jean-Yves Bonnaire, secrétaire générale de la Fédération régionale du BTP de Martinique** - FRBTP, a présenté **douze propositions** élaborées en concertation avec les cinq bailleurs sociaux depuis la réunion de décembre en préfecture.

■ **Marchés à prix ferme et révision des prix** : impossible de supprimer les marchés à prix ferme et forfaitaire, mais les bailleurs s'engagent à rendre la quasi-totalité des



Avec plus de 300 millions d'euros de travaux annoncés, le logement social apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux leviers de relance du BTP en Martinique. »

marchés révisables, sauf pour les opérations de très courte durée. La question d'index de révision locaux (comme à La Réunion ou en Guadeloupe) reste à l'étude, notamment pour intégrer le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui impacte fortement le prix du ciment.

■ **Avances à la commande** : les bailleurs acceptent d'augmenter les avances, mais exigent qu'elles soient cautionnées. Un fonds de garantie sectoriel, en discussion avec la SMABTP, pourrait aider les plus petites entreprises. Bonnaire a insisté : "Dans le contexte actuel, il y a besoin de renforcer la trésorerie des entreprises."

■ **Retenue de garantie** : suppression envisagée sur certains lots (démolition, dépollution, terrassement) où elle n'a pas de justification. Pour les autres, constitution progressive de la retenue plutôt qu'immédiate, afin de préserver la trésorerie en début de chantier.

■ **Marchés de gré à gré** : acceptés sous conditions pour les montants inférieurs à 100 000 euros HT, mais avec consultation de 3 à 4



Des solutions
béton intelligentes
plein la tête.

Technomur®

La solution béton
intelligente et innovante

Micro Station

La solution béton
intelligente et assainissante

Prefakit

La solution béton
intelligente et design



sapeb

PREFAKIT by 





entreprises minimum pour respecter les règles de la commande publique.

Critères d'attribution : la proposition de donner plus de poids au critère technique n'a pas été retenue. Les bailleurs estiment que pour des ouvrages "simples, techniquement maîtrisés", le prix doit rester prépondérant. À partir du 1er juillet 2026, un critère environnemental deviendra obligatoire.

■ **Délais de paiement :** les bailleurs, plutôt performants (délais moyens corrects), s'engagent à mieux encadrer les maîtres d'œuvre pour la validation des situations intermédiaires.

■ **Lutte contre les offres anormalement basses :** renforcement des contrôles, avec une demande de pouvoir exiger des sous-détails de prix, pour éviter défaillances d'entreprises, malfaçons et dégradation de l'image du secteur.

■ **Régularité sociale et fiscale :** le secteur est très endetté auprès de la CGSS. Un amendement au PLFSS 2026 proposait de porter les plans

d'apurement de 36 à 60 mois, mais il a été rejeté. Une charte avec l'Ordre des experts-comptables pourrait consolider les propositions de plans.

■ **Visibilité sur les marchés :** les bailleurs multiplient les initiatives (fiches opérations accessibles par QR code, publications anticipées), mais la FRBTP souhaite aller plus loin avec des prévisions par corps d'état pour anticiper les besoins de formation et de structuration.

■ **Groupements d'entreprises** pas d'opposition des bailleurs, au contraire. Reste à travailler la question de la responsabilité conjointe et de la désignation du mandataire.

■ **Macro-lots :** acceptés en dérogation à l'allotissement, notamment en réhabilitation pour regrouper les corps d'état intérieurs et simplifier la coordination en site occupé. Des expérimentations sont prévues.

■ **Qualité des dossiers d'appel d'offres :** Mr Bonnaire a interpellé les maîtres d'œuvre présents sur la nécessité de

"postes de prix précis, sans ensembles ou forfaits vagues", condition essentielle pour que les prix tiennent.

EN CONCLUSION, JEAN-YVES BONNAIRE A SALUÉ :

"une vraie volonté de dialoguer et d'avancer. Nous sommes prêts à nous engager, notamment sur la formation, parce que cette perspective nous permet de planifier la ressource humaine. On s'inscrit dans une relation partenariale : chacun a un rôle, le nôtre c'est de produire du logement de qualité à des coûts abordables."

Les défis structurels demeurent

Malgré cet élan, des obstacles persistent. Le préfet a appelé à **"retrouver la confiance dans le logement social"**, parfois considéré comme non prioritaire par certaines entreprises. Il a sollicité la mobilisation des grands groupes et l'anticipation des petites entreprises confrontées à des difficultés d'embauche et de trésorerie.



Le paradoxe martiniquais est désormais clair : les besoins en logements sont immenses, les opérations sont prêtes, mais les entreprises peinent à suivre. »

CONTRUIRE RESPONSABLE AVEC VOUS

Des matériaux durables, esthétiques et adaptés à notre territoire

Une expertise locale au service des professionnels et des particuliers

- ✓ Ciment
- ✓ Bétons décoratifs
- ✓ Bétons colorés et imprimés
- ✓ Liants et chaux



La volatilité des prix des matériaux, aggravée par le MACF qui renchérit le ciment, reste une épée de Damoclès. Les banques ont également été appelées à soutenir davantage le secteur. Enfin, la problématique des dettes URSSAF, qui bloquent l'accès de nombreuses entreprises à la commande publique, nécessite une solution urgente.

Du côté de l'emploi, la dégradation reste préoccupante. Le surendettement des ménages a bondi de 26 % en 2025, reflet d'une économie duale où certains épargnent tandis que d'autres sombrent.

Une décennie de soutien constant au logement social

Bernard Planchet (DEAL) a rappelé l'effort déjà consenti sur la décennie écoulée (2015-2025) : plus de 7 200 logements financés et agréés en construction neuve, dont 5 677 livrés, représentant 161 millions d'euros d'autorisations d'engagement et 112 millions de crédits de paiement, soit une moyenne de 10 millions d'euros versés annuellement aux bailleurs. En réhabilitation, 34 millions d'euros d'engagement et près de 20 millions de crédits de paiement ont été mobilisés.

Au total, sur onze ans, près de 200 millions d'euros de crédits versés ont soutenu l'activité du BTP martiniquais via le logement social. À cela s'ajoutent d'autres dispositifs (fonds régional d'aménagement foncier et urbain, fonds friches, fonds

vert pour la transition écologique) qui doivent être davantage mobilisés pour optimiser l'équilibre des opérations.

"Il y a du travail" : un message d'espoir

En clôture, le préfet a lancé un appel à la mobilisation collective :

"La Martinique connaît un moment particulier où les discours déclinistes sont fréquents. Il y a des raisons d'être inquiets, mais il y a aussi des perspectives. La production de logement social en est une vraie. Il faut qu'on sache tous s'en saisir."

Jean-Yves Bonnaire a résumé :

"Nous sommes dans une situation difficile, très dépendante de la commande publique et du manque de visibilité. Mais nous voulons rester positifs. Il y a un véritable dialogue social dans ce secteur, et nous travaillons collectivement sur les problématiques structurelles."

Les 52 fiches-projets, accessibles via QR code distribué aux participants et présent ci-dessous, offrent aux entreprises une vision concrète et immédiate des opportunités. Reste à transformer ces perspectives en chantiers effectifs, dans un contexte où l'absence de réponses aux appels d'offres constitue désormais le principal risque d'échec. Au-delà des engagements pris de part et d'autre, c'est désormais la capacité du secteur à absorber cette vague de travaux qui sera testée. Avec 340 millions d'euros de travaux potentiels



(construction, réhabilitation, entretien), dont une concentration de 178 millions d'euros au premier semestre 2026 qui impose aux entreprises, grandes comme petites, d'anticiper, de se structurer et parfois de s'associer en groupements pour répondre aux appels d'offres, la balle est dans le camp des entreprises.

Entre urgence sociale - 15 000 Martiniquais en attente d'un logement - et impératif économique - sauver un secteur qui représente un emploi sur sept en Martinique, cette mobilisation collective dessine une fenêtre d'opportunité rare. Charge aux acteurs de la saisir avant qu'elle ne se referme.

Philippe PIED



LES CHANTIERS DE TRENELLE

GROS ŒUVRE

Construction – Rénovation, Réhabilitation de bâti – Renforcement parasismique

VRD & CLÔTURE

Démolition – Réseaux secs et humides – Voirie – Pose de clôtures

TRAITEMENT DE L'AMIANTE & DU PLOMB

Interventions en "Sous-section 3" et "Sous-section 4" - Désamiantage - Encapsulage en milieu intérieur et extérieur



☎ 05 96 42 70 70 • ✉ lctsarl@belliard.mq



UNE EXPERTISE SECOND OEUVRE STRUCTURÉE POUR LES OPÉRATIONS COMPLEXES



Entreprise générale de second œuvre depuis 1987, la Société Antillaise de Peinture – Plâtrerie (SAP) s'impose aujourd'hui comme un partenaire de référence pour les projets de construction et de réhabilitation en Guadeloupe et en Martinique. Forte d'une expertise historique dans les travaux de peinture et de plâtrerie, l'entreprise a su évoluer pour répondre aux nouveaux enjeux du bâtiment, notamment en matière de réhabilitation en milieu amianté et d'aménagement des pièces humides.

UNE HISTOIRE FAMILIALE ANCRÉE DANS LE TERRITOIRE

L'aventure débute en 1975 avec la création de SAPIBAT en Guadeloupe et ESO en Martinique par **André Martinod**, spécialisée dans les travaux de peinture et de ravalement. Au fil des décennies, l'entreprise élargit ses compétences et obtient des certifications majeures, notamment dans le désamiantage et la gestion de macro-lots second œuvre. Depuis 2022, la présidence de la SAP est assurée par **Sylvie Martinod**, avec une ambition claire : accompagner les transformations du secteur tout en valorisant le capital humain et la responsabilité sociétale consolidant sa position sur le marché antillais.

UNE CROISSANCE PORTÉE PAR LA PERFORMANCE ET L'INNOVATION

De 100 logements rénovés en 2021 à 500 logements réalisés en 2025, SAP poursuit son développement autour de la réhabilitation en milieu amianté et de la rénovation des pièces humides, avec un objectif de 600 à 700 logements rénovés par an sur le territoire Guadeloupe - Martinique.

Son chiffre d'affaires illustre cette dynamique :

- 6,5 millions d'euros en 2021
- 12,3 millions d'euros réalisés en 2025

UN ENGAGEMENT FORT POUR LE TERRITOIRE ET L'ENVIRONNEMENT

SAP développe une politique RSE forte, en phase avec les exigences actuelles des bailleurs :

- 38 % des heures réalisées via des dispositifs d'insertion professionnelle
- Achats privilégiés auprès d'acteurs locaux
- Engagement sociétal auprès d'associations et structures d'accompagnement

Sur le plan environnemental, l'entreprise développe une approche responsable : production d'énergie photovoltaïque, réduction des émissions de CO₂, tri des déchets et utilisation de produits à faible impact écologique.

UN PARTENAIRE CLÉ POUR LES PROJETS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Grâce à une solide expérience de terrain, SAP maîtrise l'organisation, la coordination et la réalisation de chantiers de réhabilitation. Cette expertise lui permet de répondre aux enjeux du parc social : amélioration du cadre de vie,

remise à niveau technique des bâtiments, valorisation durable du patrimoine et continuité de service pendant les travaux.

Entreprise experte et responsable, SAP s'impose comme un partenaire de confiance, capable de conduire des projets de rénovation avec efficacité, durabilité et sens de l'engagement.



POLYKIT VULCAIN LA CABINE PRÉFABRIQUÉE AUCŒUR DE L'INNOVATION

Depuis 2021, SAP développe un partenariat technique autour de la cabine sanitaire préfabriquée POLYKIT.

- ✓ Étanchéité maîtrisée dès la conception
- ✓ Installation rapide en site occupé
- ✓ Réduction des nuisances pour les locataires
- ✓ Planning sécurisé pour la maîtrise d'ouvrage



Laurent SANTRAINE, directeur

"Industrialiser la rénovation est devenu un levier essentiel pour répondre aux enjeux du logement social"

Pourquoi avoir intégré la cabine préfabriquée PolyKit Vulcain ?

Nous avons intégré la cabine préfabriquée PolyKit Vulcain parce qu'elle répond de manière concrète aux contraintes actuelles des chantiers de réhabilitation. Elle permet notamment de mieux maîtriser en amont la question de l'étanchéité, tout en apportant une solution industrialisée, fiable et reproductible.

Quels bénéfices pour le maître d'œuvre ?

Pour le maître d'œuvre, les avantages sont nombreux : une ins-

tallation plus rapide, une meilleure sécurisation de la mise en œuvre, une réduction importante des nuisances pour les occupants et une plus grande prévisibilité du planning. Cela facilite le pilotage global de l'opération.

Votre vision pour les années à venir ?

Notre vision est de poursuivre le développement de solutions préfabriquées innovantes, capables d'améliorer la qualité d'exécution, de réduire les délais et d'accompagner plus efficacement les opérations complexes de rénovation. ■

RSE ET PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

■ Maîtrise des impacts chantier

Les solutions préfabriquées réduisent les déchets, limitent les pertes et facilitent l'organisation des interventions.

■ Réduction des nuisances en site occupé

L'industrialisation permet de diminuer les perturbations pour les occupants.

■ Optimisation des ressources et des délais

La préparation technique en amont limite les reprises et sécurise les opérations.

■ Contribution à la durabilité du patrimoine

Cette approche favorise une gestion plus durable du patrimoine bâti.

BTP et logement social :

douze propositions pour débloquent l'accès aux marchés

Jean-Yves Bonnaire, secrétaire général de la Fédération régionale du bâtiment et des travaux publics, ne cachait pas sa satisfaction jeudi 12 février à l'aéroport Aimé-Césaire. Devant une salle comble de chefs d'entreprise, de bailleurs sociaux et de représentants de l'État, il a présenté le fruit d'un travail de fond mené depuis décembre avec les principaux bailleurs martiniquais : douze propositions concrètes pour faciliter l'accès des entreprises aux marchés de logement social.

La FRBTP et les bailleurs sociaux scellent un accord après deux mois de concertation

Cette initiative, lancée lors d'une première réunion en préfecture le 3 décembre 2025, vise un triple objectif : *"accroître le nombre d'entreprises capables de répondre aux appels d'offres, sécuriser l'exécution des marchés et préserver leur trésorerie, tout en contribuant à une relance durable"*, a détaillé le secrétaire général de la FRBTP. Face aux 300 millions d'euros de travaux annoncés pour 2026, l'enjeu est de taille : éviter que le manque de réponses aux appels d'offres ne vienne gripper cette dynamique tant attendue.

Marchés à prix ferme : vers une généralisation des révisions

Premier chantier abordé : les marchés à prix ferme et forfaitaire, qui constituent la règle dans la commande publique mais exposent les entreprises à des risques qu'elles ne peuvent maîtriser. *"Les prix des matériaux sont soumis à des aléas économiques, à des dynamiques*

souvent internationales", a rappelé Jean-Yves Bonnaire. La FRBTP avait initialement demandé la suppression pure et simple de ces marchés à prix ferme. Proposition rejetée par les bailleurs, mais qui a débouché sur un compromis : rendre la quasi-totalité des marchés révisibles, sauf ceux exécutés sur des périodes très courtes.

"Nous avons aussi travaillé la question de la révision des prix, car dans une économie volatile, il faut être réactif et pouvoir ajuster ces prix à la hausse ",

a-t-il poursuivi. Un point d'équilibre a toutefois été trouvé : les bailleurs souhaitent mettre en balance les demandes de révision à la hausse avec les pénalités de retard lorsque les entreprises n'ont pas respecté les délais contractuels.

La question des index de révision a également été abordée. Aujourd'hui, les marchés utilisent des index nationaux (index BT de l'INSEE), peu adaptés aux réalités locales.

"D'autres territoires comme La Réunion et plus récemment la Guadeloupe ont mis en place des index de révision locaux qui prennent en compte les réalités du terrain. Ça nous permettrait d'inclure le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui impacte fortement le prix du ciment",

a expliqué Mr Bonnaire. Une étape à franchir, même si faire vivre ces index dans le temps s'avère "un peu plus compliqué".

Il a également insisté sur la qualité des dossiers d'appel d'offres, interpellant directement les maîtres d'œuvre présents dans la salle : "Dans les quantitatifs estimatifs, on trouve parfois des postes de prix trop vagues, avec des 'ensembles', des 'forfaits', des formules du type 'y compris autres sujétions'. On n'aime pas ça. Si vous voulez que les prix tiennent, il faut que les prestations soient clairement définies."

Trésorerie : des avances renforcées, mais cautionnées

Deuxième axe majeur : la trésorerie des entreprises, lourdement affectée par les années de crise. "Dans le contexte actuel, il y a besoin de



Un accord concret pour redonner de l'air au BTP martiniquais. »



Derrière les douze propositions portées par la FRBTP, une même idée s'impose : relancer durablement le secteur suppose de restaurer la confiance entre tous les acteurs. »

renforcer la trésorerie", a martelé Jean-Yves Bonnaire. Les bailleurs se sont montrés favorables à l'augmentation des avances à la commande, sous une condition non négociable : qu'elles soient cautionnées, c'est-à-dire que le maître d'ouvrage soit garanti contre l'incapacité de l'entreprise à rembourser.

C'est précisément sur ce point que se joue l'accès des petites structures aux marchés. "Nous avons initié l'idée de travailler sur un fonds de garantie sectoriel qui permettrait aux plus petites entreprises de cautionner ces avances", a révélé le secrétaire général de la FRBTP. Des discussions sont en cours avec la SMABTP, présente à la conférence, pour concrétiser ce dispositif qui pourrait constituer une véritable révolution pour les TPE et PME du secteur.

En complément, les bailleurs ont accepté le principe d'augmenter le montant des avances, ouvrant la voie à des expérimentations sur les prochaines opérations lancées.

Retenue de garantie : suppression sur certains lots

Troisième proposition validée : la suppression de la retenue de garantie de parfait achèvement sur les lots où elle n'a aucune justification. "Cette retenue, c'est souvent la marge de l'entreprise, voire plus", a souligné Jean-Yves Bonnaire. "Sur un lot de démolition, on ne peut pas mobiliser pendant un an une somme due à l'entreprise parce qu'un bâtiment a été démolé."

Les bailleurs n'ont pas manifesté d'opposition à cette suppression pour les lots de démolition, dépollution ou terrassement général. Pour les autres lots, une solution intermédiaire a été proposée : constituer la retenue de garantie de manière progressive plutôt que dès le début du chantier, afin de préserver la trésorerie des entreprises au moment où elles en ont le plus besoin. "Des expérimentations ciblées sont prévues, et si tout se passe bien, ce sera généralisé", s'est réjoui le secrétaire général de la FRBTP.

Marchés de gré à gré : possible mais encadré

Sur les marchés de gré à gré, mécanisme simplifié pour les montants inférieurs à 100 000 euros HT, la FRBTP espérait une facilitation pour accélérer la sortie des petites opérations. "Pas d'opposition", a noté Bonnaire, tout en précisant l'encadrement imposé par les bailleurs : "Compte tenu des règles de la commande publique et du logement social, ils souhaitent pouvoir consulter au moins 3 à 4 entreprises, même si la mise en concurrence est allégée."

Critères d'attribution : le prix reste roi

Proposition moins bien accueillie : la demande de donner plus de poids au critère technique et moins au prix dans l'attribution des marchés. Les bailleurs ont opposé une fin de non-recevoir. "Ils estiment que ce sont des ouvrages simples, techniquement maîtrisés, et que le prix doit rester l'élément le plus important", a rapporté Jean-Yves Bonnaire, citant la formule

d'un bailleur : "On ne construit pas des centrales nucléaires."

Un changement réglementaire s'impose néanmoins à partir du 1er juillet 2026 : l'obligation d'intégrer au moins un critère environnemental dans le choix des offres. "C'est un sujet sur lequel on sera amené à se revoir", a prévenu le secrétaire général de la FRBTP, soucieux que les critères ne se complexifient pas au point d'exclure les petites entreprises de la commande publique.

Délais de paiement : le maillon faible de la maîtrise d'œuvre

Si les bailleurs sont "plutôt performants en termes de délais de paiement", Jean-Yves Bonnaire a pointé le rôle crucial des maîtres d'œuvre dans la chaîne. "Nous souhaitons que le délai accordé à la maîtrise d'œuvre pour valider les situations intermédiaires soit mieux encadré, de manière à ce que derrière, le maître d'ouvrage puisse faire son travail."

Offres anormalement basses : un fléau à éradiquer

"Ce sujet nous occupe depuis très longtemps", a souligné le secrétaire général de la FRBTP en abordant la question des offres anormalement basses. Les risques sont multiples : dégradation de la qualité des ouvrages, insolvabilité des entreprises, défaillances qui coûtent cher à tous – maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et confrères qui doivent reprendre les chantiers inachevés. "Nous avons besoin de redresser l'image de ce secteur", a-t-il insisté.

Tous les bailleurs disposent déjà de systèmes d'identification des offres potentiellement anormalement basses. La FRBTP souhaite aller plus loin en permettant aux maîtres d'ouvrage d'exiger les sous-détails de prix en cas de doute. "Ce n'est pas aujourd'hui forcément la pratique, on reviendra sur ce sujet", a indiqué Bonnaire.

Travail clandestin : dignité humaine et concurrence déloyale

Huitième proposition : intensifier la lutte contre le travail clandestin. "C'est un sujet de concurrence déloyale, d'impact sur la qualité du travail et sur l'image du secteur. Et puis c'est une question de dignité humaine que nous ne pouvons ignorer", a martelé Jean-Yves Bonnaire. Les bailleurs ont assuré leur vigilance, la FRBTP souhaitant intensifier le travail coopératif avec la DEAL, également très mobilisée sur ce front.

Dettes URSSAF : le casse-tête de la régularité sociale

L'une des propositions les plus sensibles concerne la régularité sociale et fiscale des entreprises. "Le secteur est très endetté avec des situations catastrophiques qui bloquent l'accès de nombreuses entreprises à la commande publique", a déploré le secrétaire général de la FRBTP.

Un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2026 proposait de porter les plans d'apurement de 36 à 60 mois, permettant aux entreprises de mieux s'en sortir. "Cet amendement a sauté", a regretté Bonnaire. "On fera la proposition, mais on n'a pas tous les leviers aujourd'hui : la décision appartient à la CGSS-Urssaf."

En attendant, une solution transitoire est à l'étude : "Avec l'ordre des experts-comptables, nous souhaitons passer une

charte pour le secteur du BTP afin de consolider les propositions de plan d'apurement, de manière à ce que ce soient des plans solides plus facilement acceptés par la CGSS." Des expérimentations sont prévues pour tester ce dispositif.

Visibilité sur les marchés : anticiper pour structurer

"Il y a clairement un manque de visibilité, ce qui crée des difficultés d'anticipation pour les entreprises et nous bloque pour la structuration",

a constaté Jean-Yves Bonnaire. Sans vision à moyen terme, impossible de former les salariés, de se positionner sur de nouveaux corps d'état ou d'investir dans du matériel.

Les bailleurs multiplient déjà les initiatives : fiches-projets accessibles par QR code, publications anticipées sur les plateformes d'achat public. Mais la FRBTP veut aller plus loin avec des prévisions détaillées par corps d'état. "Par exemple, sur l'eau chaude sanitaire solaire thermique, nous travaillons avec l'ADEME parce qu'il y a des besoins qui arrivent. On aurait aimé avoir plus de visibilité pour pouvoir travailler sur plus de sujets comme celui-là."

Le secrétaire général de la FRBTP a évoqué le rôle potentiel de la cellule économique régionale du BTP (CERC) pour centraliser et affiner ces prévisions : "Plus on sera précis dans les prévisions de marchés,

plus on saura si on a les entreprises disponibles et, si on ne les a pas, comment faire en sorte que plus d'entreprises interviennent."

Groupements d'entreprises : lever les freins

Onzième proposition : faciliter les groupements d'entreprises. "Très clairement, il n'y a pas d'opposition des bailleurs, et ça permet à des entreprises de taille plus modeste d'intervenir sur des marchés importants", s'est félicité Bonnaire. Restent à travailler les questions de responsabilité conjointe et de désignation du mandataire, deux points juridiques qui peuvent rebuter certaines PME. "C'est un sujet sur lequel on aura l'occasion de revenir."

Macro-lots : des expérimentations en réhabilitation

Dernière proposition : la structuration des marchés en macro-lots, notamment en réhabilitation. "Sur le principe, pas d'opposition", a indiqué le secrétaire général de la FRBTP, précisant qu'il s'agit d'une dérogation à l'obligation d'allotissement prévue par le code de la commande publique.

"On sait que la loi a peut-être poussé le bouchon un peu trop loin sur l'allotissement", a-t-il glissé avec malice. En réhabilitation, regrouper les corps d'état intervenant à l'intérieur du logement permet de simplifier la coordination en site occupé, un casse-tête pour les bailleurs comme pour les entreprises. Des expérimentations seront menées, et "une documentation sera construite" pour capitaliser sur les retours d'expérience.

Des engagements réciproques



La concertation a débouché sur des avancées très attendues. »



B.P.I.

BPI (BÉTON PRÉFA INDUSTRIE), ETS DE CARAÏB-MOTER C'EST :

- 35 ans d'expérience dans la production de béton prêt à l'emploi
- Une certification NF BPE issue d'une centrale neuve
- Vente directe aux professionnels, particuliers, collectivités

NOS MOYENS :

Une centrale à béton ELBA ENCD 105 neuve certifiée NF BPE avec :

- un suivi informatisé de la production
- une unité de traitement et de recyclage des eaux BIBKO



📍 ZI Lézarde - Voie 2 - 97232 LE LAMENTIN

☎ 0596 51 69 55

✉ bpi@eurovia.com



En conclusion de sa présentation, Jean-Yves Bonnaire a insisté sur la dimension partenariale de cet accord. "Il est normal que les entreprises s'engagent. Nous sommes prêts à le faire, notamment sur la formation. Parce que si nous avons des perspectives, ça nous permet de planifier la ressource humaine."

Citant les travaux menés avec Action Logement et son secrétaire général Alain Coridon, très actif ces derniers mois pour "rassembler tout le monde et trouver des solutions coconstruites", le secrétaire général de la FRBTP a salué "une vraie volonté de dialoguer et d'avancer".

"Nous nous inscrivons dans une relation partenariale où chacun a un rôle. Notre rôle, c'est de produire du logement de qualité à des coûts abordables pour les Martiniquais",

a-t-il conclu, avant d'ajouter : "Quand on accomplit tout ça, on essaie de bâtir une relation de confiance. Et je pense que c'est bien parti, qu'on va y arriver."

L'harmonisation des pratiques, premier acquis

Au-delà des douze propositions, Jean-Yves Bonnaire a souligné un bénéfice inattendu de cette concertation : "On a noté au cours de cet exercice qu'il y avait des pratiques parfois légèrement différentes entre les bailleurs. Je pense qu'il y a une vraie volonté chez eux d'uniformiser. On a déjà gagné ça."

Parmi les bonnes idées remontées : une proposition de la SEMAG pour créer une "banque de régularité des entreprises" où elles déposeraient leurs attestations fiscales et sociales, visibles par tous les bailleurs. Un guichet unique qui simplifierait

considérablement les démarches et réduirait les délais de traitement des candidatures.

"Nous sommes dans une situation difficile, mais nous voulons rester positifs"

En ouverture de son intervention, Jean-Yves Bonnaire n'avait pas éludé la gravité de la situation. "Nous sommes dans une situation difficile. Certains acteurs s'en sortent un peu mieux que d'autres, mais très globalement, l'activité des entreprises du BTP est fortement dépendante de la commande publique. C'est principalement le manque de perspectives qui inquiète aujourd'hui les chefs d'entreprise."

Il avait également pointé les dégâts collatéraux des années de crise : "La trésorerie des entreprises est très dégradée. Le soutien du secteur bancaire nous paraît complexe, difficile, insuffisant. Ça fera partie des discussions."

Autre sujet d'inquiétude : la volatilité des prix des matériaux. "Entre crise Covid, crise ukrainienne et plus récemment l'application du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), le prix du ciment a subi une augmentation très forte. C'est un composant essentiel de nos constructions ici." Une épée de Damoclès qui rend d'autant plus cruciale la question de la révision des prix dans les marchés.

Mais le secrétaire général de la FRBTP a refusé le fatalisme : "Nous ne restons pas les bras croisés. Les organisations d'employeurs, aidées par les organisations syndicales de salariés, ont pris conscience de la situation et travaillent ensemble. C'est un secteur où il y a un véritable dialogue social pour



Plus qu'un simple échange technique, cette concertation a fait émerger une méthode : dialoguer, harmoniser les pratiques et construire des solutions adaptées aux réalités martiniquaises. »

attaquer toutes les problématiques structurelles et proposer des solutions d'avenir."

Face aux 300 millions d'euros de travaux programmés, Jean-Yves Bonnaire a vu "une opportunité que nous notons avec beaucoup de plaisir. Il y en a peu aujourd'hui. Nous sommes très satisfaits que l'écosystème soit capable de se rassembler pour donner des perspectives."

Reste à transformer l'essai. Avec ces douze propositions désormais sur la table et des expérimentations lancées sur plusieurs d'entre elles, le secteur du BTP martiniquais dispose d'un cadre rénové pour aborder la vague de travaux qui arrive. À condition que les entreprises jouent le jeu et que les efforts de structuration, de formation et d'anticipation soient au rendez-vous.

Comme l'a résumé Jean-Yves Bonnaire :

"Nous avons besoin de vous par rapport au volume qu'on annonce. On compte sur vous pour répondre aux marchés, vous structurer, vous organiser. On a besoin de beaucoup d'entreprises pour l'année à venir et pour les suivantes, parce qu'on a un plan ambitieux sur une dizaine d'années."



SOLUTIONS D'ÉQUIPEMENTS & D'OUTILLAGE

DEPUIS 2009, NOUS SOMMES SPÉCIALISÉS DANS LE CONSEIL, LA VENTE, L'INSTALLATION ET LA MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENT POUR LES PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE, TRANSPORTEURS, ARTISANS, SOCIÉTÉS DE NETTOYAGE, INDUSTRIELS...

CHARGE ET DÉMARRAGE



OUTILLAGE MANUEL



RANGEMENT/MOBILIER



SOUDURE



AIR COMPRIMÉ



GROUPE ÉLECTROGÈNE



ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE



ELECTROPORATIF



MATÉRIEL DE LEVAGE ET PRESSES



NOS EXPERTS SAV INTERVIENNENT DANS LES MEILLEURS DÉLAIS

- Diagnostic rapide & déplacement sur toute la Martinique
 - Prêt de matériel selon disponibilité
 - Contrat de maintenance préventive

📍 ZI ACAJOU CALIFORNIE, LE LAMENTIN 97232

☎ 0596 427 133

📧 mecabammartinique

✉ contact.mecabam@gbh.fr

SMABTP - ENTRETIEN AVEC BRUNO CAVANIER, COPRÉSIDENT

« RESTER PROCHES DES ENTREPRISES DU BTP ET RÉPONDRE À LEURS NOUVEAUX DÉFIS »



En décembre dernier, Bruno Cavanier, coprésident de la SMABTP, a présenté le nouveau plan stratégique du groupe et inauguré les nouveaux bureaux désormais gérés en direct. Au-delà de cette annonce, une longue réunion d'échanges techniques s'est tenue avec les acteurs du BTP martiniquais. Elle a permis d'aborder des sujets majeurs : assurance des chantiers, impact du climat, effets des crises sociales, difficultés d'assurer certaines filières (photovoltaïque, amiante), avenir des normes tropicales et utilisation des matériaux régionaux.

L'entretien s'est déroulé dans les locaux de la FRBTP Martinique, à la Maison du BTP, en présence de plusieurs professionnels du secteur, venus échanger directement avec la SMABTP sur les enjeux et difficultés rencontrés par les entreprises martiniquaises. Rencontre...

Magazine Bâisseurs : Pourquoi avoir décidé de reprendre en direct la gestion des bureaux en Martinique ?

M. Bruno Cavanier : Depuis plus de vingt-cinq ans, nous étions présents dans les Outre-mer à travers un partenariat. Aujourd'hui, nous avons choisi de gérer nous-mêmes les bureaux, les contrats, les sinistres et la relation avec nos assurés.



Notre gouvernance est composée d'entrepreneurs du BTP. Quand un problème remonte, il est traité vite. Nous voulons que nos décisions soient proches de la réalité des chantiers. »

Nous avons intégré les équipes qui travaillaient pour nos adhérents, ouvert de nouveaux locaux et mis en place une organisation plus proche du terrain.

Notre objectif est simple : **être plus réactifs, plus accessibles et plus utiles** aux entreprises du BTP.

Vous avez parlé d'un plan stratégique. En quoi est-il important pour la Martinique ?

La SMABTP a connu une croissance très rapide : nous sommes passés d'environ 2,5 milliards à plus de 5 milliards de chiffre d'affaires, et nos effectifs ont doublé et atteignent désormais les 5000 salariés.

Un tel développement exige une organisation plus structurée, une vision claire et partagée pour les trois ans à venir.

Pour la Martinique, le plan stratégique signifie surtout une chose : **une montée en puissance de notre présence locale.**

+ 59
DE ANS
Depuis 1967

MENUISERIES
Socomi
pour la vie !

LEADER DE LA MENUISERIE PVC ET ALU SUR MESURE

BAIES VITRÉES COULISSANTES ■ PORTES ■ FENÊTRES ■ SLIDINGS
VOLETS ROULANTS ■ VENTELLES ■ RIDEAUX MÉTALLIQUES ■ BRISE-VUES
CLÔTURES ■ PORTAILS ■ GARDE-CORPS ■ MUR RIDEAU ■ PERGOLAS
■ CUISINES ■ AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS

Socomi c'est :

- Des conseils de professionnels depuis 1967 • Un bureau d'études
- 82 salariés • 10 000 m² de surface • Production locale > 10 chaînes de production



PLACE D'ARMES • 97232 LE LAMENTIN • 05 96 51 11 84
Retrouvez-nous sur Facebook et Instagram   Socomi97

Faites vos demandes de devis à :
socomi@socomi.mq

www.socomi-menuiseries.fr

Nous allons renforcer les équipes, moderniser les outils, et être davantage sur les chantiers et auprès des entreprises.

Plusieurs acteurs ont souligné les difficultés rencontrées depuis les crises sociales de 2024. Comment la SMABTP analyse cette situation ?

Ces crises ont provoqué des dommages très importants, en Martinique comme ailleurs. Certaines régions ont connu des pertes colossales. De nombreux assureurs ont réagi en se retirant ou en supprimant des garanties, notamment la garantie émeute. Nous avons fait un autre choix : nous restons, et nous maintenons cette garantie, car nous estimons qu'un assureur doit être présent quand les entreprises sont les plus fragiles.

Mais il faut être lucide : l'équilibre économique est difficile. Dans l'ensemble des DOM, nous avons payé **jusqu'à sept fois plus de sinistres que ce que nous avons encaissé en primes.**

Heureusement, la mutualisation nationale permet d'absorber ce choc.

Quels éléments expliquent votre volonté de rester alors que d'autres assureurs quittent ces marchés ?

Notre ADN, c'est le bâtiment et les travaux publics. La SMABTP est gouvernée par des entrepreneurs du BTP. Si nous quittions ces territoires, beaucoup d'autres acteurs auraient du mal à rester. Nous avons un lien fort avec les entreprises, les salariés, les collectivités locales et l'État.

Nous estimons qu'il y a un véritable rôle d'intérêt général à être à leurs côtés, surtout quand les temps sont difficiles. C'est dans ces moments-là qu'un assureur doit être le plus présent. L'assurance paraît toujours trop chère tant qu'il n'y a pas de sinistre. Mais lorsque survient un problème et que l'assureur répond vite et efficacement, on comprend l'importance de cette présence.

Je peux en témoigner personnellement : je suis client de la SMABTP depuis très longtemps. J'ai toujours constaté que c'est une entreprise technique, solide, qui répond rapidement aux difficultés des entrepreneurs. Et quand on est en

Face au changement climatique, les entreprises locales s'inquiètent. Comment gérez-vous ce risque croissant ?

Les territoires ultramarins sont plus exposés aux tempêtes, aux pluies intenses et aux phénomènes extrêmes. Nous devons donc analyser les risques avec encore plus de

précision, adapter nos garanties, renforcer nos contrôles et accompagner les maîtres d'ouvrage dans leurs choix techniques. Le climat n'est pas seulement un sujet environnemental : **c'est un enjeu économique, assurantiel et de continuité d'activité.**

Plusieurs professionnels ont évoqué la difficulté à obtenir une assurance pour le photovoltaïque, le solaire thermique ou l'amiante. Que leur répondez-vous ?

Ces filières sont essentielles et vont se développer fortement avec la transition énergétique. Mais elles ont aussi une histoire complexe :



Plus les filières se professionnalisent, plus l'assurance peut les soutenir : notre rôle est d'encourager cette montée en qualité, pas de bloquer l'innovation. »



VIVRE EN BOIS A SÉLECTIONNÉ

BOIS POUR L'EXTÉRIEUR

1 mariage
3 naissances
157 fous rires
2 confinements
25 engueulades
25 réconciliations
73 anniversaires



DURAPIN

LE BOIS DE TOUTE UNE VIE

100%

IMPRÉGNÉ, PROTÉGÉ, DURABLE

GARANTIE JUSQU'À 20 ANS* HORS SOL

DUCOS

Pays Noyé
97224 DUCOS
Tél. 05 96 77 09 94

LE ROBERT

RN1, Quartier Mansarde
97231 LE ROBERT
Tél. 05 96 58 51 30

martinique@vivreenbois.com



VIVREENBOIS.COM



RETROUVEZ-NOUS AU SALON DES BÂTISSEURS

LES 27 ET 28 MARS 2026, L'HIPPODROME DE CARRÈRE, AU LAMENTIN.

*Dans les DROM, garantie 20 ans hors-sol et 10 ans au contact direct avec le sol.

- le photovoltaïque a connu des incendies et une forte présence de matériels de mauvaise qualité,
- la filière amiante nécessite une formation exigeante et des protocoles très stricts,
- beaucoup de nouveaux entrants arrivent sur le marché après une reconversion.

Nous assurons ces activités, mais **à condition que la formation, les certifications et les procédures soient solides.**

La qualité du matériel est également déterminante : les produits doivent disposer d'avis techniques reconnus. Plus les filières se professionnaliseront, plus l'accès à l'assurance sera simple.

Un point a beaucoup retenu l'attention : l'accès aux matériaux régionaux grâce à l'exemption de marquage CE. Quelle est la position de la SMABTP ?

Nous sommes favorables à l'ouverture vers les matériaux du bassin caribéen ou latino-américain, **mais pas au détriment de la qualité et de la sécurité.**

On ne peut pas accepter qu'il y ait un "double standard" : des matériaux très contrôlés en métropole et des matériaux non vérifiés en Martinique. L'objectif est d'ouvrir le marché, réduire les coûts, mais avec des contrôles sérieux, des normes adaptées au climat tropical et des référentiels clairs.

Nous travaillons depuis longtemps pour que les DOM puissent bénéficier de **DTU adaptés**, car les règles métropolitaines ne reflètent pas la réalité locale.

Les entreprises ont aussi évoqué les techniques innovantes, comme les traitements de sols ou les procédés expérimentaux. L'assurance suit-elle ces évolutions ?

Oui, mais avec méthode. Chaque procédé nouveau doit être analysé :

- durée de vie,
- comportement dans le temps,
- risques structurels,
- retour d'expérience.

Notre rôle n'est pas de freiner l'innovation, au contraire. Mais l'assurance impose de garantir la solidité d'une technique pendant dix ans. Cela demande une étude rigoureuse.

Lorsque les filières s'organisent, nous pouvons proposer des solutions. L'essentiel est d'éviter les improvisations, car les conséquences peuvent être lourdes.

Le réemploi et l'économie circulaire progressent rapidement. Est-ce assurable ?

Le réemploi est une très bonne démarche, mais il pose un défi : réutiliser un élément signifie **lui redonner une garantie décennale**, ce qui nécessite de connaître précisément son état, sa performance et ses risques. La filière se structure peu à peu : plateformes de tri, **r e c o n d i t i o n n e m e n t**, certifications, traçabilité.

Plus elle sera organisée, plus l'assurance pourra accompagner son développement.

La question de la mutualisation a été directement posée : les DOM coûtent-ils plus cher qu'ils ne rapportent au groupe ?



Ouvrir le marché aux matériaux régionaux est une bonne chose, mais jamais au détriment de la qualité ni de la sécurité ; c'est essentiel pour la confiance dans la construction. »

Aujourd'hui, oui. Mais notre philosophie n'est pas de faire un calcul isolé par territoire. Nous sommes une mutuelle, sans actionnaires à rémunérer, et notre mission est de soutenir l'ensemble des entreprises du BTP, où qu'elles se trouvent.

Tant que l'équilibre global est possible, nous continuerons à accompagner les Outre-mer.

Le vrai danger serait la répétition de crises extrêmes qui fragiliseraient l'ensemble du système.

Pour conclure, quel message souhaitez-vous adresser aux entreprises martiniquaises du BTP ?

Notre message est clair : **nous sommes là pour rester**, et nous allons renforcer notre présence.

Nous comprenons les difficultés du secteur : hausse des coûts, normes inadaptées, changement climatique, manque de main-d'œuvre, complexité administrative, crises sociales.

C'est justement pour cela que nous voulons être plus proches.

La Martinique a besoin d'un assureur solide, engagé et capable d'accompagner l'innovation.

Nous voulons assumer ce rôle, en travaillant main dans main avec les entreprises et les organisations professionnelles.■

Laurianne Nomel et Philippe Pied

FERRONNERIE SERRURERIE

ENTREPRISE



**Simon
SINAMA**

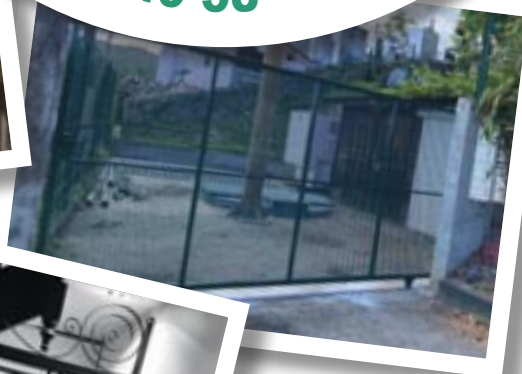
Tél.: 0696 20 49 58 • 0596 68 01 16
e-mail : simon.sinama@wanadoo.fr

● Fabrication et pose de grilles de protection, de grilles d'aération, de grilles sur caniveaux, de coffrets électriques, d'auvents

● Fourniture et pose de portails, barrières, portes de garages, rideaux métalliques

● Fabrication et pose de garde-corps, de rampes, de herses, de chicanes, d'arceaux

● Remplacement de serrures, paumelles, barre anti-panique, grooms, loquets, poignées, verrous ...



Entreprise Simon SINAMA

Zone Artisanale Laugier - 10, Voie Isolé Norbert - 97215 RIVIERE SALEE

Tél.: 0696 20 49 58 - 0596 68 01 16 - email : simon.sinama@wanadoo.fr

SOGEA MARTINIQUE

BRYAN GUIOUT :

« JE SUIS PARTI ME FORMER MAIS J'AI TOUJOURS SU QUE JE REVIENDRAI »

Parti jeune pour poursuivre ses études et bâtir son expérience sur de grands chantiers hors de la Martinique, Bryan Guiout n'a jamais rompu le lien avec son île. Après dix-sept années passées entre l'Hexagone, Nice, La Réunion et Mayotte, il a choisi de revenir au pays pour mettre ses compétences au service du territoire. Désormais conducteur de travaux principal chez SOGEA Martinique, filiale de Vinci Construction, il incarne le parcours d'un cadre martiniquais qui est allé apprendre ailleurs avec, dès le départ, la volonté de revenir construire ici.



Un choix précoce pour le BTP

Originaire de Saint-Joseph, Bryan Guiout a grandi dans une commune encore très rurale à l'époque. Après un bac scientifique obtenu au lycée Schoelcher en 2009, il s'oriente vers le BTP, un secteur qui l'attire très tôt. Un stage de troisième chez un géomètre-topographe avait déjà confirmé son intérêt pour cet univers concret, fait de technique, de précision et de terrain.

Il intègre ensuite l'ESITC de Caen, aujourd'hui Builders For Society, où il suit une formation d'ingénieur. En dernière année, il complète ce cursus par une formation à l'IAE de Caen, qui lui permet également d'obtenir un master en administration des entreprises.

Partir pour mieux revenir

Dès cette période, son projet est clair : partir pour se former, acquérir de l'expérience, puis revenir un jour en Martinique. Mais au fil de son entrée dans la vie



« Je suis parti pour apprendre mon métier dans de grands environnements, mais je n'ai jamais perdu de vue l'idée qu'un jour je reviendrais exercer en Martinique. »

professionnelle, il comprend vite qu'un diplôme ne suffit pas. Pour revenir utilement, il lui faut d'abord apprendre sur des opérations de grande ampleur, dans des contextes techniques exigeants.

Sa carrière débute chez Botte Fondations, filiale de Vinci Construction spécialisée dans les

fondations spéciales. Il intervient sur la rénovation de la prison de la Santé à Paris, puis sur le prolongement de la ligne 4 du métro parisien, avant de participer à plusieurs opérations du Grand Paris, notamment sur les lignes 14 et 15. Ces premières expériences lui apportent méthode, rigueur et maîtrise des chantiers complexes.

Des chantiers d'envergure avant le retour

Son parcours se poursuit ensuite dans l'océan Indien. À La Réunion, il participe au chantier du nouveau pont de la rivière Saint-Denis. À Nice, il travaille sur le projet de la voie Matisse. Puis, à Mayotte, il contribue au projet Caribus, tout en accompagnant la montée en compétence des équipes locales. De retour à La Réunion, au sein de SBTPC SOGEA Réunion, il élargit encore son expérience, notamment dans les ouvrages d'art et les travaux de sécurisation.

Au fil des années, le désir de revenir reste intact. Avec son épouse, elle aussi martiniquaise, il mesure l'importance de rentrer vivre et travailler au pays. Le recul démographique de l'île et le besoin de compétences qualifiées renforcent encore cette conviction.

Le retour chez SOGEA Martinique

Grâce à la mobilité interne au sein de Vinci Construction Outre-Mer, Bryan Guiout rejoint fin 2025 SOGEA Martinique comme conducteur de travaux principal. Il entend désormais mettre au service du territoire tout ce qu'il a appris ailleurs, avec la volonté de contribuer, à son niveau, au développement de la Martinique.

Son parcours rappelle qu'un départ n'est pas forcément un éloignement définitif. Il peut aussi être une étape nécessaire pour revenir plus solide, plus expérimenté et plus utile à son territoire.

« Revenir en Martinique, c'est pour moi donner un sens supplémentaire à mon parcours en mettant mon expérience et mon énergie au service du pays. » ■



« Toutes ces expériences, dans l'Hexagone puis dans l'océan Indien, m'ont permis de grandir professionnellement et de préparer sérieusement mon retour. »



Radier ravine Baptiste St Paul La Reunion

COMABAT : DES AMBITIONS DURABLES POUR LE TERRITOIRE

« Depuis quarante ans, COMABAT accompagne les grandes transformations de la Martinique avec une même exigence : bâtir solide, bâtir utile, bâtir durable. »



Acteur majeur du BTP martiniquais, COMABAT vient de célébrer ses 40 ans d'existence. Fondée en 1985, l'entreprise a accompagné les grandes transformations du territoire à travers des ouvrages structurants, tout en affirmant un savoir-faire reconnu, une exigence de qualité et un engagement durable. À l'occasion de cet anniversaire, son directeur, Yann Dubertret, revient sur l'ADN de COMABAT, son parcours, les chantiers emblématiques, les défis récents du secteur et les perspectives pour 2026.

Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours avant d'arriver à la tête de COMABAT ?

Je suis ingénieur généraliste, diplômé de l'ICAM de Lille en 2006. J'ai débuté ma carrière chez Vinci Constructions France à Marseille, puis j'ai rapidement rejoint l'international avec Sogea Satom en 2010. J'ai passé une douzaine d'années à l'étranger, principalement en Afrique - Tchad, Cameroun, Angola, Côte d'Ivoire - mais aussi à Cuba où je suis resté près de quatre ans pour Bouygues Bâtiment

International. J'ai également travaillé pour le groupe—Fayat. En 2022, l'opportunité de reprendre la direction de COMABAT s'est présentée. C'était une évolution professionnelle importante et surtout l'occasion de quitter l'environnement des grands groupes pour rejoindre une structure à dimension plus familiale au sein du groupe ETPO.

Justement, pouvez-vous nous présenter le groupe ETPO et sa position aujourd'hui ?

Le groupe ETPO, c'était jusqu'à récemment un groupe familial avec plus d'un siècle d'histoire, fondé par un plongeur et spécialisé à l'origine dans les travaux maritimes. Au fil des décennies, le groupe a développé ses activités sur l'ensemble des secteurs de la construction, y compris la promotion immobilière. Il a été racheté par Spie Batignolles en avril 2024. ETPO c'est environ 300 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 850

collaborateurs, tandis que Spie Batignolles pèse environ 10 fois plus. Nous formons aujourd'hui la sixième branche de construction du groupe.

Une des spécificités d'ETPO, c'est son implantation géographique : 40% du chiffre d'affaires est réalisé hors de l'hexagone, avec des filiales à La Réunion, en Martinique avec COMABAT et Somatras, en Guadeloupe, en Guyane, et en Afrique centrale via notre filiale NEGRI basée à Marseille.

COMABAT a fêté donc ses 40 ans en 2025. Pouvez-vous nous présenter l'entreprise en quelques chiffres ?

Créée en 1985, COMABAT a rejoint le groupe ETPO en 1995. Son chiffre d'affaires oscille ces dernières années entre 15 et 25 millions d'euros. L'entreprise compte en moyenne une cinquantaine de salariés, complétés par une vingtaine d'intérimaires sur l'année.

Son savoir-faire repose sur trois grands métiers : les travaux



COMABAT n'a pas traversé 40 ans par hasard : cette longévité dit à la fois la solidité de son savoir-faire, la qualité de ses équipes et sa capacité à tenir dans les périodes les plus difficiles. »

maritimes, qui constituent son cœur historique, les ouvrages d'art, avec de nombreux ponts et passerelles réalisés en Martinique, et le bâtiment tertiaire, notamment dans les domaines hospitalier, scolaire et administratif.

Quels sont les chantiers qui incarnent le mieux l'identité et l'expertise de COMABAT ?

Parmi les réalisations les plus marquantes figurent la Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant et le plateau technique du CHU, menés en groupement avec Sogea. Ces opérations restent des références par leur ampleur et leur complexité.

Plus récemment, COMABAT a livré la Structure d'Accompagnement Vers la Sortie du centre pénitentiaire de Ducos, un chantier de 35 millions d'euros. Avec ses 130 lits et ses fortes contraintes techniques et sécuritaires, cette opération illustre la capacité de l'entreprise à intervenir sur des projets exigeants et très spécialisés.

Vous avez récemment décroché un contrat majeur en ouvrage d'art. Pouvez-vous nous en parler ?

Il s'agit de l'échangeur de Mangot-Vulcin, dont la première pierre a été posée en octobre 2024. Ce projet vise à fluidifier le trafic sur l'un des principaux points de congestion routière de la Martinique.

L'ouvrage comprendra un franchissement au-dessus du rond-point existant, avec un tablier d'environ 150 mètres et deux rampes d'accès de 200 mètres. D'un montant global proche de 30 millions d'euros, ce marché représente une opération importante pour COMABAT, réalisée avec Berthod et CDC. L'entreprise en est particulièrement fière, tant la concurrence était forte.

Qu'est-ce qui fait la singularité de COMABAT dans le paysage du BTP martiniquais ?

COMABAT s'est imposée comme un acteur majeur de la

construction en Martinique. Sa force réside dans sa capacité à mener de grosses opérations, mais surtout dans sa technicité.

L'entreprise est reconnue pour la qualité de ses réalisations, sa fiabilité et sa capacité à garantir délais et qualité d'exécution. Elle se distingue aussi par son écoute des clients et par sa faculté à proposer des solutions adaptées et innovantes.

La qualité, la sécurité et l'environnement sont-ils au cœur de votre stratégie ?

Oui, pleinement. COMABAT est certifiée ISO 9001, 14001 et 45001 depuis plus de quinze ans. Le QSE fait partie intégrante de sa politique d'entreprise.

Cela se traduit par un suivi rigoureux sur le terrain, la présence d'un responsable QSE à plein temps, des moyens matériels adaptés, ainsi qu'une attention constante à la prévention, à la sécurité des équipes et au respect des normes environnementales et réglementaires.

La question du renouvellement des compétences est cruciale dans le BTP martiniquais. Comment COMABAT vit-elle cette problématique ?

Nous sommes effectivement dans Comme beaucoup d'entreprises du secteur, COMABAT est confrontée au vieillissement de ses effectifs. Une grande partie de ses compagnons est présente depuis plus de vingt ans, et environ 65 % ont aujourd'hui plus de 57 ans. À moyen terme, cela pose un vrai défi de renouvellement.

L'entreprise a toutefois engagé des recrutements, notamment après le rebond post-Covid, avec une quinzaine d'embauches en 2023, dont plusieurs jeunes. Elle accueille aussi en permanence quelques apprentis, dans une logique de transmission des savoir-faire. Mais la difficulté reste entière : attirer durablement les jeunes vers les métiers de la construction.



Quel regard portez-vous sur l'année 2024 et la situation actuelle du BTP en Martinique ?

Nous portons un regard inquiet sur la conjoncture actuelle. La commande publique reste faible, tandis que le secteur privé a été fortement freiné par les mouvements sociaux de l'an dernier, avec de nombreux investissements reportés.

Concrètement, nous observons une baisse d'activité d'environ 30 % en 2025 par rapport à 2024, mais surtout un niveau de prise de commandes très préoccupant et peu d'appels d'offres. La taille moyenne des opérations a aussi diminué, ce qui nous a conduits à nous repositionner sur des projets plus modestes.

Ce manque de visibilité complique fortement l'organisation de l'entreprise, qu'il s'agisse des investissements, des recrutements ou des choix stratégiques. À cela s'ajoutent des tensions de trésorerie liées aux délais de paiement, qui fragilisent l'ensemble du secteur.

Quelles sont vos priorités et vos espoirs pour 2026 et les années à venir ?

L'espoir, c'est principalement la concrétisation des projets. Des projets, il y en a beaucoup, et de beaux projets : l'hôpital de la Trinité qui se concrétise aujourd'hui, le collège du Gros-Morne, la cité administrative à Saint-Joseph, l'hôtel de la Pointe du Bout, des écoles élémentaires aux Prêcheur et à Schœlcher... Ce sont des projets structurants pour le territoire, ciblés de longue date. **Notre espoir, c'est que ces projets sortent enfin et nous alimentent en termes de prise de commande.**

Pour faire face aux difficultés, nous avons, comme je l'ai dit, revu à la baisse nos exigences en termes de granulométrie d'affaires. Nous allons également développer ce qu'on appelle au sein du groupe



Spie Batignolles le « service de proximité », c'est-à-dire rééquilibrer notre part d'activité entre les grands projets et les services de proximité.

Que représentent ces 40 ans pour vous en tant que dirigeant de COMABAT ?

C'est évidemment une fierté. Le secteur du BTP est compliqué, difficile, **on ne traverse pas 40 ans par hasard.** C'est avant tout une belle aventure entrepreneuriale qui s'appuie sur une capacité à relever des défis et qui a donné lieu à de belles réussites à travers la réalisation de projets d'envergure, de projets structurants pour le territoire martiniquais.

Mais il ne faut pas oublier les années difficiles, les périodes de crise : 1998, 2016, 2020-2021 avec le Covid, et la période que nous traversons actuellement. COMABAT a souffert durant ces années, mais **ce sont aussi ces périodes de difficultés qui ont forgé la résilience de l'entreprise.** Nous avons su faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité pour s'ajuster et se renouveler à travers ces moments difficiles.



Notre enjeu aujourd'hui est clair : préserver cette technicité reconnue, transmettre les compétences aux plus jeunes et retrouver une vraie dynamique de projets pour le BTP martiniquais. »

Ces 40 ans, c'est aussi la reconnaissance de l'engagement humain des équipes, des équipes attachées de longue date à l'entreprise et qui ont à cœur de se mobiliser autour d'un projet de vie commun.

Un dernier mot ?

Nous en appelons surtout aux décideurs, aux politiques, pour mettre en place une réelle dynamique de réengagement et de redynamisation du secteur du BTP, pour retrouver la grandeur des années passées et nous alimenter en projets. Car sans leur travail, et leur engagement, nous ne pouvons exister. ■

*Propos recueillis
par Philippe Pied*

RENAULT MASTER



pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

NEXXBAT RÉVOLUTIONNE LA GESTION DES CHANTIERS AUX ANTILLES

Face aux défis du BTP en Martinique, une solution numérique locale répond aux besoins des professionnels du secteur : NexxBAT, développée et supportée par GMES aux Antilles.

Dans un secteur où chaque heure compte, les entreprises du BTP martiniquais cherchent des outils fiables pour piloter leurs activités. NexxBAT s'impose aujourd'hui comme la référence locale en matière de gestion de chantier numérique. De la création de devis à la facturation, en passant par le suivi des consommations en temps réel, la solution couvre l'intégralité du cycle de vie d'un chantier.

Devis & Facturation : créez vos devis rapidement, suivez leur validation et facturez en quelques clics.

Chantiers & Planning : pilotez l'avancement de vos projets, gérez la main d'œuvre et suivez les consommations en temps réel. Achats & Stocks : optimisez vos commandes fournisseurs, maîtrisez vos entrées-sorties et recevez des alertes intelligentes.

Tableaux de Bord : analysez vos marges par chantier, par client ou par équipe. Prenez des décisions éclairées grâce à une vision claire de votre rentabilité.

Solution complète pour le BTP : devis, appels d'offres, avancements, situations,

fournitures, mains d'œuvre, engins, sous-traitance. Import Excel fournisseurs pour intégrer prix, stocks et créer des bons de commande à jour. Exports comptables compatibles : EBP, CIEL, SAGE, KOALA. Modules personnalisables et support local assuré par GMES en Martinique.

Prêt à transformer votre gestion de chantiers ?

Contactez GMES dès aujourd'hui pour une démonstration personnalisée et gratuite. ■



The advertisement features a smiling construction worker in a yellow hard hat and orange safety vest, holding a tablet, standing in front of a building under construction. To the right, the NexxBAT logo is prominently displayed in blue and orange. Below the logo, the text 'Simplifiez vos projets, Boostez votre rentabilité' is written. A list of features is presented with icons: Devis (checklist), Chantiers (crane), Stocks (cubes), and Marges (bar chart). Below these, three bullet points with gear icons describe the software's capabilities: 'Gestion de chantier en temps réel', 'Suivi des coûts et des ressources', and 'Collaboration simplifiée'. At the bottom, contact information is provided: 'Email : poleapplicatif@gmes.fr', 'Tél.: +596 596 52 20 00', and 'Web : www.gmes.fr'. A green button with white text reads 'Démonstration GRATUITE'. Logos for GMES and Pôle Applicatif are in the top right corner.

NexxBAT

Simplifiez vos projets,
Boostez votre rentabilité

- Devis
- Chantiers
- Stocks
- Marges

- Gestion de chantier en temps réel
- Suivi des coûts et des ressources
- Collaboration simplifiée

Email : poleapplicatif@gmes.fr
Tél.: +596 596 52 20 00
Web : www.gmes.fr

Démonstration GRATUITE



Sprinter.
Mercedes-Benz et votre métier
ont un point commun : l'Exigence.

Mercedes-Benz



Mercedes-Benz Socaumar c/o Autos GM Acajou - Le Lamentin

Modèle présenté : SPRINTER 519 CHÂSSIS CABINE 37 3.5t - benne basculante. Consommation de carburant mixte : 15.6 l/100 Km. Émissions CO2 : 410 g/Km.

LA SME, VOTRE INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ

EN EAU ET ASSAINISSEMENT



La Société Martiniquaise des Eaux affiche une expertise dans la gestion des services de l'eau et de l'assainissement depuis maintenant 50 ans au service des collectivités et des usagers de la Martinique.

Au-delà du secteur public, l'offre de la SME s'étend également à l'ensemble des professionnels, offrant ainsi toute une gamme de services « clés en main ».

Rencontre avec Michel Pastour, Chef de projet commercial à la SME.

Comment la SME assure-t-elle la conformité de la défense incendie des entreprises et des communes
La SME propose une gestion complète des hydrants : de la vérification de la pression, au débit, jusqu'à la maintenance curative. Cela garantit en cas de sollicitation des pompiers, une défense incendie totalement opérationnelle.

Quelles solutions proposez-vous pour garantir une qualité d'eau irréprochable dans les réservoirs d'eau potable ?

Nos équipes interviennent sur deux points critiques de l'hygiène : d'abord par le lavage et ensuite par la désinfection des réservoirs de stockage pour éliminer tout risque bactériologique. Nos équipes procèdent systématiquement à des contrôles avant la remise en service via des tests de chlore ainsi que de turbidité.

Est-il possible de déléguer à la SME la création de nouveaux réseaux d'eau potable ?

Absolument. La SME est experte dans la pose et l'installation de réseaux neufs ou en réhabilitation (eau potable et assainissement) avec une garantie de qualité.

La SME propose-t-elle de la télérelève de compteurs ?

Nous pouvons installer des compteurs connectés. Ces derniers permettent aux professionnels de suivre leurs consommations en temps réel sur une plateforme digitale. Avec ces outils, vous pouvez détecter des fuites d'eau et ainsi être proactif sur votre gestion d'eau et ne plus subir vos factures.■

En regroupant toutes ces prestations chez la SME, vous n'avez plus qu'un interlocuteur unique. Vous simplifiez votre gestion technique et bénéficiez d'une traçabilité complète sur l'ensemble du cycle de l'eau de votre site.



DES SERVICES SPÉCIFIQUES POUR LES PROFESSIONNELS

- **Hydrants** : gestion des défenses incendie
- **Compteurs connectés** : suivi et maîtrise des consommations
- **Qualité de l'eau** : lavage et désinfection de réservoirs
- **Protection des réseaux** : matériel anti-pollution
- **Réseaux eau et assainissement** : pose et installation
- **Bureau d'études** : cartographie, gestion bacs à graisse, etc.



Contact : **Michel PASTOUR**
0696 32 20 89 – michel.pastour@sme.mq

www.smeaux.fr



LE SMEM, PARTENAIRE STRATÉGIQUE DU BTP ET PILIER DES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES DE LA MARTINIQUE



LE SMEM EN CHIFFRES

- 34 communes et la Collectivité Territoriale de Martinique membres du syndicat
- Propriétaire du réseau public de distribution d'électricité de la Martinique
- 20 millions d'euros d'investissements par an injectés dans l'économie locale
- 20 communes ayant confié au SMEM la modernisation de leur éclairage public
- 50 à 70 % d'économies d'énergie réalisées grâce à l'éclairage public LED
- 400 à 500 millions d'euros d'investissements potentiels dans le réseau sur 10 ans
- Déploiement d'un réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques
- Une mission : préparer les infrastructures énergétiques de la Martinique de demain.

Le Syndicat Mixte d'Énergie de la Martinique (SMEM) occupe une place centrale dans l'organisation et l'évolution des infrastructures énergétiques du territoire. Propriétaire du réseau public de distribution d'électricité, il en organise la gestion, en contrôle l'exploitation et impulse des projets structurants liés à la transition énergétique, à l'éclairage public ou encore à la mobilité électrique.

À l'occasion du Salon des Bâtisseurs, rendez-vous majeur des professionnels du bâtiment et des travaux publics en Martinique, le SMEM vient à la

rencontre des entreprises du secteur pour présenter ses missions, ses projets et les opportunités économiques importantes que représente la transformation du système énergétique sur notre territoire.

Modernisation du réseau, dé-

veloppement des infrastructures énergétiques, déploiement de nouvelles technologies : les enjeux sont considérables et représentent plusieurs centaines de millions d'euros d'investissements dans les années à venir.

Dans cet entretien, Johan Villelronce, directeur général des services du SMEM, explique pourquoi cette collectivité est un partenaire direct du secteur du BTP et comment la transition énergétique peut devenir un levier majeur de développement pour l'économie martiniquaise.



Le réseau électrique de la Martinique appartient aux Martiniquais. Le gérer, c'est préparer les infrastructures énergétiques de demain. »

Qu'est-ce que le SMEM exactement et quelle est sa mission ?

Le Syndicat Mixte d'Énergie de la Martinique (SMEM), qui rassemble les 34 communes de l'île et la Collectivité Territoriale de Martinique, est propriétaire du réseau public de distribution d'électricité de la Martinique. Celui-ci comprend le réseau moyenne tension (20 000 volts) ainsi que le réseau basse tension qui alimente au quotidien les habitations, les entreprises et les équipements publics.

La gestion de ce réseau est confiée à EDF, dans le cadre d'un contrat de concession. EDF exploite et entretient le réseau pour le compte du SMEM, tandis que les élus du syndicat en définissent les orientations stratégiques et en contrôlent le fonctionnement.

C'est une responsabilité majeure : **le réseau électrique est une infrastructure vitale pour l'économie, la sécurité et le développement du territoire.**

Au-delà du réseau, quelles sont les actions du SMEM ?

Le SMEM agit également directement sur le terrain. Nous intervenons notamment sur les **extensions, renforcements et enfouissements de réseaux** pour raccorder les habitants, accompagner les projets d'aménagement et sécuriser l'alimentation électrique.

Ces opérations représentent **de nombreux chantiers pour les entreprises martiniquaises de travaux publics et de bâtiment.**

Nous avons également un rôle important dans la **transition énergétique**, notamment à travers la modernisation de l'éclairage public. Une vingtaine de communes nous ont transféré cette compétence, ce qui nous permet de déployer des solutions performantes et économes en énergie.



La transition énergétique n'est pas seulement un enjeu environnemental. C'est aussi une opportunité économique pour la Martinique. »

Les résultats sont très concrets : **entre 50 et 70 % d'économies d'électricité sur les installations modernisées.** À l'échelle du territoire, cela représente potentiellement des millions d'euros économisés pour les collectivités et autant d'énergie qui n'a plus besoin d'être produite.

La mobilité électrique fait également partie de vos priorités ?

Oui, car les infrastructures énergétiques évoluent avec les usages.

Le SMEM travaille au déploiement d'un **réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques**, accessible à tous et réparti sur l'ensemble du territoire. L'objectif est d'accompagner la transition vers des mobilités plus propres tout en garantissant une infrastructure cohérente à l'échelle de l'île.

Notre logique reste toujours la même : **mutualiser les moyens pour offrir un service efficace à toutes les communes.**

Quel est le lien entre le SMEM et les entreprises du BTP ?

Il est direct, même si ce n'est pas toujours visible au premier abord. Derrière chaque renforcement de réseau, chaque tranchée, chaque installation de candélabres LED ou

de bornes électriques, il y a **des entreprises martiniquaises de travaux publics et de bâtiment qui interviennent.**

Aujourd'hui, les marchés du SMEM représentent **environ trente cinq millions d'euros injectés chaque année dans l'économie locale.**

Mais les perspectives sont encore plus importantes.

Notre ambition est qu'à horizon **10 à 15 ans**, le réseau de distribution de la Martinique soit entièrement modernisé, numérisé et capable d'intégrer

CE QUE LE SMEM APPORTE AUX ENTREPRISES DU BTP

La transition énergétique génère des chantiers structurants pour les entreprises martiniquaises :

- Extension et renforcement du réseau électrique
- Enfouissement des réseaux
- Modernisation de l'éclairage public
- Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques
- Intégration des énergies renouvelables
- rénovation et numérisation du réseau électrique :
 - Des marchés publics structurants
 - Des volumes de travaux importants
 - De nouveaux métiers liés à l'énergie

La transition énergétique est aussi une opportunité de développement pour l'économie locale.

les nouvelles technologies énergétiques.

On parle de **réseaux intelligents**, capables d'intégrer davantage d'énergies renouvelables tout en garantissant la stabilité du système électrique.

Pour réussir cette transformation, les investissements nécessaires pourraient atteindre **400 à 500 millions d'euros sur une décennie**.

C'est un projet industriel majeur pour le territoire et **une opportunité considérable pour les entreprises martiniquaises du secteur des travaux publics et de l'électricité**.

Cela implique aussi une évolution des compétences ?

Absolument.

La transition énergétique transforme les métiers. Les entreprises doivent intégrer de nouvelles technologies liées aux réseaux intelligents, aux énergies renouvelables ou encore à la mobilité électrique.

Le SMEM travaille donc avec **les organismes de formation, le rectorat et l'université** afin d'anticiper ces évolutions et accompagner le développement des compétences.



Moderniser le réseau, c'est aussi investir dans l'économie martiniquaise.

L'objectif est clair : **faire en sorte que les entreprises et les jeunes Martiniquais soient prêts pour les métiers de l'énergie de demain.**

Pourquoi le SMEM participe-t-il au Salon des Bâtisseurs ?

Parce que ce salon rassemble précisément les professionnels qui réalisent les infrastructures du territoire.

Notre présence est l'occasion de rappeler que **le SMEM est un partenaire direct du secteur du BTP**.

Nous souhaitons expliquer nos missions, présenter les projets à venir et montrer que la transition énergétique va générer **de nombreux chantiers, des marchés et des opportunités pour les entreprises martiniquaises**.

Nous animerons également une conférence consacrée aux **bâtiments éco-énergétiques de demain**, avec une approche très concrète :

« Construire aujourd'hui les bâtiments énergétiques de demain : solutions concrètes pour la Martinique ».

« La transition énergétique est un projet collectif pour la Martinique. »



« Les réseaux de demain seront construits par les professionnels d'aujourd'hui. »

Quel message souhaitez-vous adresser aux professionnels du BTP ?

La transition énergétique ne pourra réussir que si elle est construite collectivement. Les entreprises du bâtiment et des travaux publics ont un rôle déterminant à jouer, car ce sont elles qui construisent les infrastructures qui structureront le territoire pour les prochaines décennies.

Le SMEM, **acteur majeur de cette transformation énergétique**, impulse, coordonne et accompagne les projets sur le territoire. Mais nous ne pouvons pas agir seuls ; avec les entreprises martiniquaises nous souhaitons construire de façon très concrète les solutions.

Demain se prépare aujourd'hui. Et le SMEM entend être aux côtés de tous ceux qui construisent la Martinique de demain.

Propos recueillis par Philippe PIED

LE SMEM AU SALON DES BÂTISSEURS

La présence du SMEM au Salon des Bâtisseurs 2026 répond à une volonté claire : **rencontrer les professionnels du BTP et échanger sur les enjeux énergétiques qui accompagneront les projets de construction et d'aménagement du territoire dans les années à venir**. Ce sera l'occasion de présenter les projets portés par le syndicat, d'évoquer les perspectives de chantiers et de marchés et de mettre en avant des solutions énergétiques performantes.

Le SMEM animera à cette occasion une conférence intitulée :

« Construire aujourd'hui les bâtiments énergétiques de demain : des solutions concrètes pour la Martinique ».



Ancré dans la ville,
ouvert sur le monde.

Le Grand Port Maritime de la Martinique
relie la ville à la mer au service du territoire et positionne
la Martinique au cœur des dynamiques caribéennes et internationales.



ECOFIP MARTINIQUE : DÉFISCALISATION ET BTP

"L'investissement productif reste une clé pour nos territoires"

À l'occasion des Rendez-vous des Bâisseurs organisés au Gros-Morne le 21 juin dernier, ECOFIP Martinique était présente aux côtés des professionnels du BTP. Rencontre avec Philippe de Franciosi, directeur régional, qui revient sur les enjeux du financement dans un secteur sous tension, mais toujours debout.



Pouvez-vous vous présenter et nous rappeler les missions d'ECOFIP en Martinique ?

Je suis Philippe de Franciosi, directeur d'ECOFIP Martinique. Nous faisons partie d'un groupe présent depuis plus de vingt ans, implanté sur l'ensemble de l'Outre-mer. Notre cœur de métier, c'est la défiscalisation des investissements productifs. Concrètement, nous accompagnons les entreprises éligibles à des dispositifs fiscaux leur permettant de financer une partie importante de leurs investissements – notamment dans le BTP, qui reste un secteur stratégique pour nos territoires.

Nous ne sommes pas banquiers ni conseillers classiques : notre métier consiste à structurer des opérations d'investissement dans lesquelles l'État, via la défiscalisation, vient apporter un soutien concret sous forme d'avantages fiscaux, qui se traduisent par un apport en cash d'une valeur comprise entre 25 et 30 % du montant total de l'investissement. Cet apport est non remboursable, sans intérêts, et entre dans le plan de financement des entreprises. C'est une vraie bouffée d'oxygène dans un contexte où l'accès aux financements reste difficile.

Pourquoi avoir choisi d'être présent aux Rendez-vous des Bâisseurs ?

Parce que le secteur du BTP est absolument central pour l'avenir économique et social de la Martinique. C'est un secteur structurant, pourvoyeur d'emplois, porteur de savoir-faire et d'aménagements durables. Il est aussi, rappelons-le, éligible aux dispositifs de défiscalisation. Notre présence à cet événement s'inscrit donc dans une démarche très cohérente : aller au contact direct des entrepreneurs, des experts-comptables, des banquiers, des décideurs publics.

Le format de cette manifestation, avec ses temps d'échange formels et informels, était idéal. On y parle librement, sans filtre, entre professionnels. Et c'est précieux, surtout dans une période aussi complexe pour le secteur du bâtiment.

Concrètement, quel a été votre rôle sur place ?

Notre rôle a été d'écouter, d'échanger, mais aussi d'informer. Nous avons eu des discussions très riches avec de nombreux interlocuteurs du BTP. Notre travail, c'est un peu celui d'un architecte financier : on analyse les projets, on mesure leur éligibilité, et on structure les dossiers de manière à intégrer l'aide fiscale comme levier pour le financement des investissements des entreprises du BTP. Lors de cette journée,



« L'investissement productif n'est pas un luxe : c'est un levier concret pour maintenir l'activité, soutenir l'emploi et bâtir l'avenir de la Martinique. »



ECOFIP

Ingénierie & Financement Outre-Mer

CONSEIL

ACCOMPAGNEMENT

EXPERTISE



PROFITEZ-EN DÈS À PRÉSENT

- Un suivi personnalisé
- Une simplification administrative
- Une présence sur le terrain
- Un suivi sur 5 ans

Contactez-nous

Ancrés en Martinique, nous transformons **vos projets** en **réussites durables**.

Depuis 2003, nos solutions de défiscalisation aident les entrepreneurs du BTP et leurs idées ambitieuses.

- 🏠 Diminution du coût de financement de vos biens neufs
- 🏠 Aide à la recherche d'un financement bancaire
- 🏠 +20 ans d'expérience et d'expertise en financement Loi Girardin
- 🏠 Accompagnement total dans l'analyse et le montage de votre dossier



Contactez votre agence du Lamentin :



05 96 51 2000



www.outremer.ecofip.com



nous avons pu détecter plusieurs projets concrets, et notre équipe se tient prête à les accompagner.

Ce que j'ai surtout apprécié, c'est la qualité humaine des échanges. Ce sont des femmes et des hommes passionnés, engagés, souvent inquiets mais toujours combattifs. On a senti une volonté partagée de faire avancer les choses, malgré les obstacles.

Qu'avez-vous retenu de cette journée sur la situation du BTP en Martinique ?

D'abord un constat lucide : le secteur est sous tension. Il y a des retards de paiement, des incertitudes sur les projets publics, des difficultés de trésorerie. Beaucoup de chefs d'entreprise nous ont parlé d'un essoufflement général. Mais, et c'est le plus encourageant, il y a aussi une formidable résilience. Les professionnels du BTP ne baissent pas les bras. Ils s'adaptent, se réorganisent, cherchent des solutions.

J'ai aussi noté un discours fort de la part du président de la fédération, qui a insisté sur l'importance d'accélérer les projets structurants et de débloquer rapidement les paiements. La présence du préfet a été très remarquée, et l'on espère que le message a été entendu.

Quel message souhaitez-vous adresser aux chefs d'entreprise et partenaires du secteur ?

Un message simple : **interrogez-nous**. Trop de dirigeants ne savent pas qu'ils



sont éligibles à la défiscalisation. Or, dans un contexte où le coût des équipements est souvent 30 à 40 % plus élevé en Outre-mer qu'en Hexagone, il serait dommage de se priver de cet outil. La défiscalisation permet non seulement de réduire l'effort financier initial, mais aussi de sécuriser des projets qui, sans cela, ne verraient jamais le jour.

Ce n'est pas une solution miracle, mais c'est une aide sérieuse, encadrée, et accessible. Nous avons des équipes à l'écoute, et des partenaires dans tous les secteurs : experts-comptables, avocats, banques, cabinets d'ingénierie. Il suffit d'un premier échange pour faire émerger des solutions concrètes.

Un dernier mot sur l'événement et l'avenir ?

Je tiens à remercier les organisateurs pour cette initiative. Réunir autant d'acteurs autour d'un méchoui peut sembler atypique, mais cela fonctionne. C'est dans la convivialité que naissent les idées et les alliances. Et il faut continuer dans cette direction :



Dans un secteur fragilisé mais essentiel, la défiscalisation peut apporter aux entreprises du BTP un soutien concret pour investir, se structurer et continuer à avancer. »

multiplier les moments de rencontre, de dialogue direct, pour faire avancer collectivement le secteur.

Le BTP est un pilier de notre économie. Il ne s'agit pas seulement de chantiers ou de grues, mais d'emplois, de logements, d'écoles, de dignité. L'investissement productif est un acte de foi en l'avenir. Chez ECO-FIP, nous continuerons de le défendre avec conviction. ■

MATÉRIELS DE MANUTENTION, TP ET AGRICOLES



... PARCE QUE VOTRE MÉCANIQUE EST PRÉCIEUSE

 **SAM**.com

GUADELOUPE
Rue Henri Becquerel
Jarry
97122 BAIE-MAHAULT
0590 89 72 72

 **MANU**.com

MARTINIQUE
Imm. Les Palmiers Royaux
Zac Bois Quarré
97232 LE LAMENTIN
0596 77 34 00

 **GUYAMAT**

GUYANE
Les Portes de Soula
Lieu dit Sablance
97355 MACOURIA
0594 25 01 30



www.groupe-sjh.com

CARIBLOC : 30 ANS D'ACCOMPAGNEMENT DES BÂTISSEURS

« Caribloc, c'est une société familiale avec un esprit très convivial. C'est exactement l'esprit du méchoui. »

Avec plus de trois décennies d'expérience, Caribloc s'impose comme un acteur incontournable dans la location de matériel pour le BTP en Martinique.

Présente aux Rendez-vous du BTP, l'entreprise a réaffirmé son engagement pour un développement économique local, humain et solidaire.



Sous la houlette de **Ludovic Orel**, Caribloc est venue rappeler son rôle stratégique dans le bon déroulement des chantiers du territoire. En partenariat avec des marques reconnues comme **Fraikin** ou **Cat RENTAL** l'entreprise propose une large gamme de véhicules et d'engins - du Kangoo au 44 tonnes semi-remorque, en passant par des nacelles, du frigo et des chariots élévateurs.

Mais au-delà de l'équipement, c'est l'esprit de Caribloc qui séduit : une culture d'entreprise conviviale, familiale, ancrée dans les réalités locales. Le choix de participer à cette journée n'a donc rien d'anodin : « Le méchoui, c'est exactement l'esprit Caribloc », explique Ludovic Orel. 'Un moment d'échange, de partage, où l'on tisse des liens humains autant que professionnels. »

L'événement a aussi été vécu comme un moment de cohésion interne. Pour Caribloc, c'était l'occasion de fédérer ses équipes, de rencontrer de nouveaux clients et partenaires, et de renforcer sa présence dans un écosystème en pleine mutation.

En conclusion ?

Un message simple mais fort : Caribloc reste fidèle à sa mission : accompagner au plus près les acteurs du BTP en Martinique, en leur proposant des solutions concrètes, fiables et accessibles. Nous portons des valeurs simples mais ô combien essentielles : la proximité, la réactivité et le respect du client et des engagements

« Vous avez le talent, nous avons les machines. »



CaribLoc

LA SOLUTION LOCATION

Pour des chantiers réussis,
faites appel à **CARIBLOC**, votre partenaire
depuis plus de 30 ans.



LOCATION VUL-VI | LOCATION VENTE ENGIN MATÉRIELS ET ACCESSOIRES TP
MANUTENTION | GROUPES ÉLECTROGÈNES | NACELLES



Basé en Martinique depuis 1991, CARIBLOC dispose aujourd'hui du plus large choix de matériels et véhicules professionnels disponibles à la location.

480 Chemin de Californie - LE LAMENTIN - MARTINIQUE
0596 504 765 - Ouvert du lundi au vendredi de 7h à 17h
www.caribloc.com - contact.caribloc@gbh.fr

OZANAM :

UN ACTEUR STRUCTURANT AU SERVICE DU BTP LOCAL

Avec plus de 11 000 logements et une centaine de collaborateurs, Ozanam est un bailleur social incontournable en Martinique. Présent aux Rendez-vous du BTP, son directeur général, Antoine Roffiaen, a tenu à rappeler l'interdépendance entre son organisme et les entreprises locales.



Avec 50 à 60 millions d'euros investis chaque année, Ozanam pèse concrètement dans l'économie locale. »



délais de paiement, exigence de conformité fiscale et sociale, et accompagnement dans la structuration des entreprises sont autant de principes affirmés. Lors de la rencontre, plusieurs entreprises absentes jusque-là du cercle des prestataires Ozanam ont exprimé leur intention de rejoindre les consultations en cours. Un signal fort qui valide le rôle fédérateur de ce type d'événement.

À travers son site internet et sa plateforme d'achats publics, Ozanam veut désormais ouvrir encore davantage son processus d'appel d'offres et invite toutes les entreprises du BTP à y répondre. Car, comme le rappelle Antoine Roffiaen : « nous avons besoin d'elles, et elles ont besoin de nous ».

Donneur d'ordre majeur – derrière seulement le CHU et la CTM – Ozanam investit chaque année entre 50 et 60 millions d'euros dans l'économie martiniquaise. Cette présence financière fait de l'organisme un moteur essentiel du BTP. Pour Antoine Roffiaen, participer à cet événement était donc une évidence : il s'agissait de montrer aux entreprises les perspectives concrètes de marché, mais aussi de leur tendre la main à un moment où la conjoncture est délicate.

Au-delà des chiffres, Ozanam souhaite instaurer un climat de confiance : respect des



CONGÉS BTP

**Le partenaire des entreprises
et salariés du BTP**

3 agences dédiées à la gestion
des congés garantissant sécurité,
réactivité et proximité.



Un service de
qualité et efficient



Des informations
vérifiées et à jour



Une écoute et des
réponses adaptées



Des démarches
simplifiées

NOS SERVICES À FORTE VALEUR AJOUTÉE



CLUB BTP

Fidélisez vos équipes :

Offrez des avantages exclusifs à vos
salariés pour valoriser votre entreprise.



LA CAISSE CHEZ VOUS

Proximité maximale :

Nous venons à votre rencontre pour
vous informer et vous accompagner.

E-CONGES BTP

*Réactivité et souplesse grâce à
votre espace sécurisé en ligne.*



SCAN

ALEIS

*Au service de l'emploi
et de la réussite dans le BTP.*

BAMITEL, UN PARTENAIRE TECHNIQUE POUR LE BTP MARTINICAIS

« Nos équipements sont là pour leur permettre d'agir efficacement sur leurs chantiers. »



En tant que fournisseur de matériel de manutention, de transport et d'équipement de chantier, BAMITEL joue un rôle essentiel auprès des entreprises du BTP en Martinique. À travers sa présence aux Rendez-vous du BTP, l'entreprise confirme son engagement local.

Pour Jean-Christophe Arbaut, chef produit Toyota et IVECO, être présent lors de cette première édition était une évidence. À ses yeux, les entrepreneurs locaux sont les véritables moteurs de l'économie. Et pour fonctionner efficacement, ils ont besoin d'outils fiables et d'un accompagnement réactif. C'est dans cet esprit

que BAMITEL propose une offre complète : vente, pièces détachées et maintenance, pour des marques comme Caterpillar, IVECO, Toyota, Haulotte, ou Scania.

L'objectif ? Permettre aux entreprises du BTP de mener leurs projets à bien, sans rupture, avec du matériel adapté à leurs besoins. Réactivité, conseil et technicité sont les maîtres-mots. BAMITEL est ainsi un maillon essentiel dans la chaîne de production des chantiers locaux. Sa participation à l'événement visait aussi à renforcer les liens humains avec ses partenaires actuels et futurs.

L'entreprise voit dans cette manifestation une référence à



En accompagnant les entreprises avec des équipements fiables, du conseil et de la réactivité, BAMITEL s'impose comme un partenaire clé des chantiers martiniquais. »

venir pour tout le secteur. Une occasion de mieux comprendre les attentes des acteurs du BTP et de réaffirmer sa volonté de contribuer, concrètement, au développement de l'île. ■



BAMiTEL

M A R T I N I Q U E

UNE QUALITÉ DE SERVICE INÉGALÉE

LEADER ENGINES, POIDS LOURDS, VEHICULES UTILITAIRES
DEPUIS PLUS DE 20 ANS



Véhicules, Engins et Matériels

Des marques référentes dans chacune de leurs catégories, qui ont fait leurs preuves dans le temps.



Ateliers

6 ateliers équipés dont 3 mobiles pour répondre à toutes vos problématiques de réparation et d'entretien.



Pièces détachées

+ de 12 000 références de pièces de rechange d'origine constructeurs multimarques disponibles.

MANUTENTION



TP



VI



VUL



GROUPES ÉLECTRO.



NACELLES



VENTE | RÉPARATION | ENTRETIEN | VUL | PL | TP | MANUTENTION



📍 MANHITY > QUARTIER FOUR À CHAUX ZA DU MANHITY - LE LAMENTIN.



0596 570 170



bamitel.com



@ bamitel



@ bamitel_mq



Bâtir l'avenir sur 3 fondements : qualité, sécurité et environnement.



**BÂTIMENT ■ TRAVAUX PUBLICS ■ GÉNIE CIVIL ■ ASSAINISSEMENT
BÉTONS ■ GABION ■ IMMOBILIER ■ CARRIÈRES**



RÉHABILITATION, DÉCONSTRUCTION D'OUVRAGES COLLECTIFS ET TERTIAIRES AUX ANTILLES :

INTÉGRATION EN AMONT DE LA PRÉVENTION

En Martinique et aux Antilles, la raréfaction du foncier constructible et les exigences réglementaires liées au risque sismique transforment progressivement les pratiques du secteur du bâtiment. Face à ces contraintes, les opérations de rénovation, de réhabilitation ou de renforcement des bâtiments existants se multiplient. Mais intervenir sur un bâti ancien implique aussi d'anticiper des risques spécifiques et de renforcer les démarches de prévention dès les premières phases du projet.

Intervenir sur un bâti existant : un défi technique

Contrairement à une construction neuve, les opérations sur des bâtiments existants exigent une connaissance précise de l'état réel des ouvrages. Les repérages et diagnostics liés au bâti ancien constituent donc une étape incontournable.

Ils permettent notamment d'identifier la présence éventuelle de matériaux dangereux, d'évaluer la solidité des structures et d'anticiper les contraintes techniques liées aux travaux futurs. Ces analyses orientent les choix de conception et facilitent la mise en œuvre de solutions adaptées pour sécuriser les interventions.

Dépollution et gestion des matériaux à risque

Les bâtiments anciens peuvent contenir des substances dangereuses pour la santé, comme l'amiante ou le plomb.

Avant toute opération de démolition ou de rénovation lourde, des repérages doivent être réalisés afin d'identifier ces polluants et d'organiser leur traitement.

Les opérations de dépollution doivent être réalisées par des entreprises spécialisées et selon des procédures strictes, afin de limiter l'exposition des travailleurs et d'éviter toute dispersion de poussières ou de fibres nocives dans l'environnement. La gestion des déchets issus de la déconstruction constitue également un enjeu important pour le chantier.

Des conditions de travail souvent plus contraignantes

Les chantiers de rénovation se déroulent fréquemment dans des environnements contraints : bâtiments occupés, espaces restreints, accès difficiles ou structures partiellement fragilisées.



Sur le bâti existant, rien ne peut être laissé au hasard : diagnostiquer, sécuriser et anticiper conditionnent la réussite du chantier. »

Ces situations nécessitent une organisation du travail particulièrement rigoureuse afin de préserver l'hygiène et les conditions de travail. La gestion des poussières, la ventilation des espaces ou encore l'organisation des circulations sur le chantier font partie des mesures indispensables pour limiter les risques.

Anticiper les risques de chute et d'effondrement

Les interventions sur le bâti existant peuvent également exposer les travail-

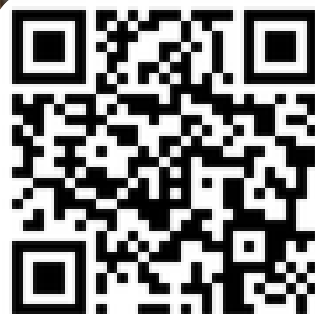
leurs à des risques de chute de hauteur ou d'effondrement partiel des structures. L'analyse préalable de la stabilité des ouvrages, la mise en place d'étaisements adaptés et l'installation de protections collectives sont essentielles pour sécuriser les opérations.

La planification des interventions et la coordination entre les différents corps de métier jouent également un rôle déterminant dans la prévention de ces risques.

Une logistique de chantier à maîtriser

Enfin, les opérations de rénovation impliquent souvent des contraintes logistiques importantes. Accès limités, stockage réduit des matériaux ou co-activité entre plusieurs entreprises nécessitent une organisation précise du chantier.

L'anticipation des manutentions, la gestion des transferts de charge et l'optimisation des flux de matériaux permettent de limiter les efforts physiques et de réduire les risques d'accidents. ■



CONTACTEZ-NOUS
OU CONSULTEZ
NOTRE SITE INTERNET :

www.drp.cgss-martinique.fr

Tél.: 0596 66 76 19
0696 79 47 74

mail : drp@cgss-martinique.fr
prevention972@cgss-martinique.fr

GRANDS BÂTISSEURS DE MARTINIQUE : LE CAUE REND UN HOMMAGE MONUMENTAL À CELLES ET CEUX QUI ONT CONSTRUIT L'ÎLE

Un travail considérable de recherche, de mémoire et de valorisation du patrimoine bâti martiniquais, mené avec rigueur, patience et exigence, pour redonner toute leur place à celles et ceux qui ont durablement façonné le visage architectural, urbain et technique de la Martinique.

Grands Bâisseurs de Martinique



E
X
P
O
S
I
T
I
O
N

Derrière chaque façade, chaque pont, chaque quartier qui dessine le visage de la Martinique, se cachent des femmes et des hommes dont les noms restent trop souvent dans l'ombre. C'est précisément ce silence que le CAUE de Martinique — Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement — a décidé de briser, avec un travail de fond remarquable, fruit d'un investissement humain et intellectuel considérable.

À l'occasion du Salon des Bâisseurs 2026, organisé les 27 et 28 mars à l'Hippodrome de Carrère au Lamentin, le CAUE présente l'exposition « **Grands Bâisseurs de Martinique** ». À travers 19 portraits soigneusement documentés, l'institution met en lumière architectes, ingénieurs, urbanistes, entrepreneurs du BTP et défenseurs des droits des salariés qui ont façonné, pierre après pierre, le paysage bâti du territoire.

Le travail réalisé par le CAUE pour concevoir cette exposition est tout simplement énorme. Rassembler ces trajectoires singulières, croiser les archives, les témoignages, les réalisations emblématiques, et restituer une histoire collective cohérente du

bâtiment martiniquais demande une rigueur et un engagement hors du commun. C'est une véritable œuvre de mémoire vivante que l'institution a accomplie, à la hauteur de sa mission de service public.

Car bâtir en Martinique, ce n'est pas bâtir comme ailleurs. Climat tropical, risques sismiques et cycloniques, contraintes économiques, normes en perpétuelle évolution : les acteurs célébrés dans cette exposition ont dû innover en permanence, s'adapter, résister. Leurs parcours racontent une autre histoire de l'île — celle des chantiers, des choix techniques audacieux, des combats collectifs — une histoire que le CAUE a eu à cœur de sortir de l'oubli.

L'exposition associe récits de vie, réalisations concrètes et mise en perspective historique, et se prolonge par un volet numérique sur le portail dédié à l'architecture.

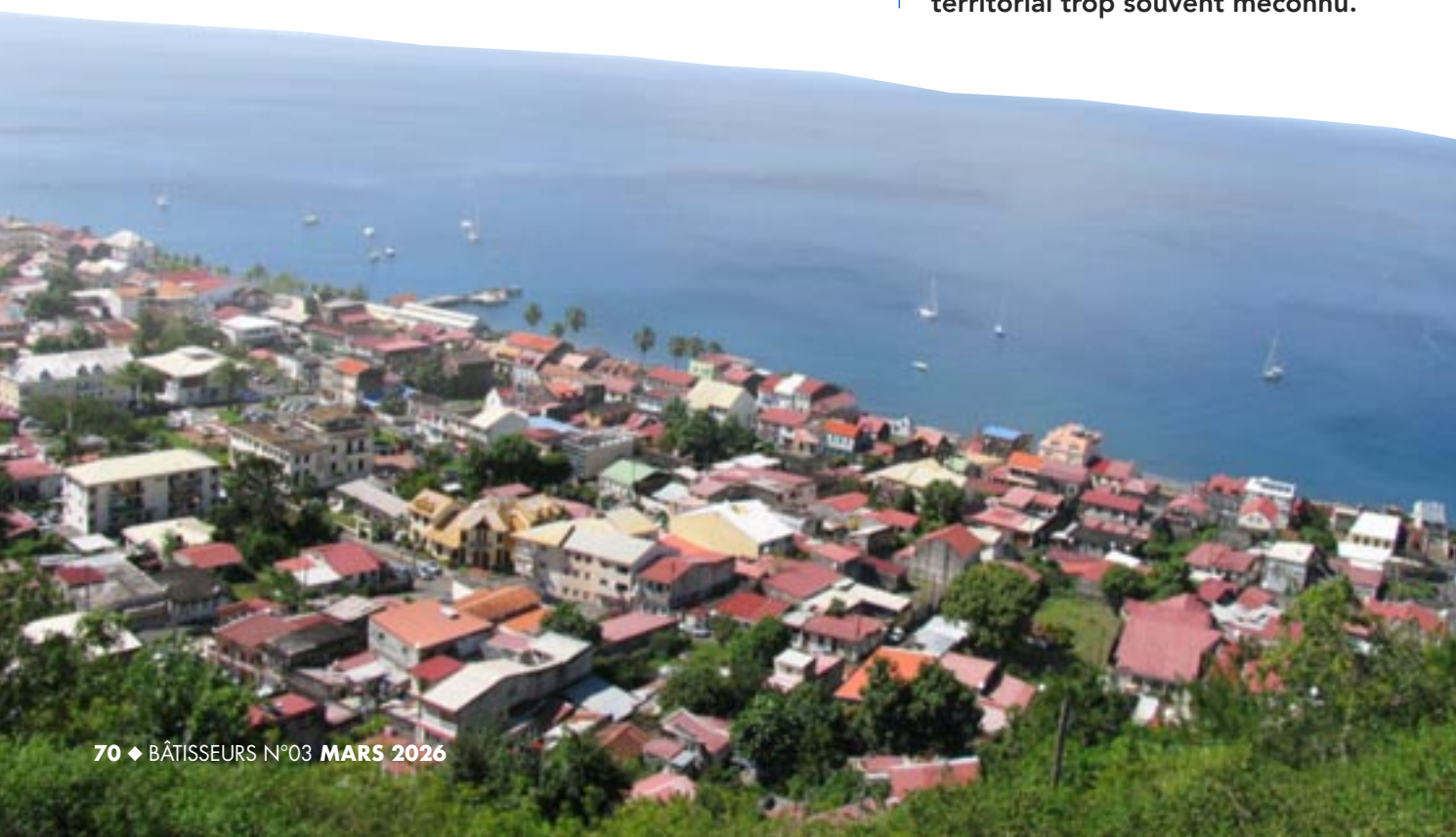
L'exposition est accessible au grand public les **27 et 28 mars, de 8h30 à 17h30.**

Entrée gratuite.

Une exposition à ne pas manquer, portée par une institution dont l'engagement pour la valorisation du cadre de vie martiniquais ne se dément pas.

Un travail de mémoire au service du patrimoine martiniquais

Le travail mené par le CAUE de Martinique autour de cette exposition mérite d'être particulièrement salué. Retrouver les parcours, identifier les réalisations, croiser les sources, rassembler les archives, donner du sens à des trajectoires parfois dispersées dans le temps : tout cela représente un effort considérable. À travers cette démarche, le CAUE ne se contente pas de présenter des portraits. Il contribue à reconstituer une part essentielle de l'histoire martiniquaise, celle des femmes et des hommes qui ont bâti l'île, transformé ses paysages urbains et accompagné son développement. Ce patient travail de recherche, de mémoire et de transmission permet aussi de mieux comprendre les défis propres à la construction en Martinique. Il offre enfin au grand public, aux professionnels et aux jeunes générations un regard précieux sur un patrimoine humain, technique et territorial trop souvent méconnu.



**Vous désirez construire,
aménager, restaurer un bâtiment,... ?
Vous vous posez des questions
techniques, juridiques
ou administratives ?**

**Bénéficiez dès aujourd'hui
de nos conseils personnalisés
et accédez à nos outils
en ligne pour réussir vos projets !**

**Inscrivez-vous en ligne sur
www.caue-martinique.com
à la rubrique
«Vous êtes UN PARTICULIER»**

05 96 70 10 10
contact@caue-martinique.com
31, Avenue Pasteur
97200 Fort de France
www.caue-martinique.com



Scannez ce QR code pour
vous inscrire en ligne.



Nos partenaires

Énergie Ressources en eau

Mobilité bas carbone

**Protection
des territoires**

Lutte contre
les inondations

Reconquête urbaine

Génie écologique

Captation CO₂

→ Face au changement climatique,
il est urgent de choisir d'investir
dans les infrastructures de la
transition écologique.